

MERS EL KEBIR

Un réseau de 9 malfaiteurs tombe

Lire en page 8 l'article de Wahib Aït Ouakli

L'EXPRESSION

Le Quotidien

Mercredi 17 avril 2024 - N°7182 - Prix : Algérie 30 DA — <http://www.lexpressiondz.com> — ISSN 1112-3397 — Directeur Fondateur : AHMED FATTANI



FORMATION DES CADRES

Goudjil salue la stratégie de l'ANP

Lire en page 24

28^e JOURNÉE DE L'ÉNERGIE

L'HYDROGÈNE VERT EN VEDETTE

Utiliser nos ressources naturelles pour en faire de nouvelles plus propres et durables est possible. Des élèves ingénieurs en ont fait la démonstration...



Lire en page 4 l'article de Walid Aït Saïd

PROCHE-ORIENT

Les pays du CGG affichent leur inquiétude

Lire en page 17 l'article de Chaabane Bensaci

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les indépendants en invités surprise ?

Lire en page 3 l'article de Hocine Neffah

REPORTAGE

BOUIRA

Une wilaya au charme inexplicable

La wilaya n'est plus qu'à une petite heure de la capitale, depuis que l'autoroute la traverse sur 101 km.

Lire en page 9 l'article de Ali Douidi

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT SON HOMOLOGUE DE LA RASD



SAHARA OCCIDENTAL

LA PRESSION

ALGÉRIENNE

Lire en page 2 l'article de Saïd Boucetta

La rencontre entre les deux présidents, algérien et sahraoui, intervient le jour même d'une séance de consultation au Conseil de sécurité de l'ONU sur la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT SON HOMOLOGUE DE LA RASD AVANT UNE RÉUNION AU CONSEIL DE SÉCURITÉ SUR L'ACTION DE LA MINURSO

Sahara occidental : la pression algérienne

■ L'ÉLECTION de l'Algérie au Conseil de sécurité a contribué à remettre la question sahraouie au centre de l'instance onusienne.



■ Saïd BOUCETTA

Le président de la République a reçu, hier à Alger, le président de la République arabe sahraouie démocratique (Rasd), Brahim Ghali. La rencontre qui s'est déroulée en présence du chef d'état-major de l'ANP et du directeur de cabinet à la Présidence, côté algérien et le ministre conseiller chargé des affaires diplomatiques, le chef d'état-major de l'Armée sahraouie, et l'ambassadeur de la Rasd à Alger, côté sahraoui, intervient dans un contexte régional et international qui a tendance à éclipser la cause du Sahara occidental. L'agression sioniste contre la bande de Ghaza a, en effet, mobilisé toutes les énergies. Aussi, cette rencontre au plus haut niveau entre l'Algérie et la Rasd est de nature à souligner l'attachement de l'Algérie à l'autodétermination du peuple sahraoui, comme le stipule d'ailleurs des résolutions de l'ONU. Le timing de cette rencontre n'est manifestement pas fortuit, puisqu'il vient conforter d'une manière ou d'une autre, la saisine officielle de l'envoyé spécial de l'ONU au Sahara occidental, Staffan de Mistura. Le représentant du Front Polisario a en



Abdelmadjid Tebboune recevant Brahim Ghali

effet été reçu par le responsable onusien la veille de la rencontre entre les deux présidents algérien et sahraoui qui, lui-même intervient le jour même d'une séance de consultation au Conseil de sécurité de l'ONU sur la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un

référendum au Sahara occidental (Minurso). Il n'est pas besoin de souligner le rôle joué par l'Algérie pour la convocation de cette consultation et les arguments développés par son représentant au Conseil de sécurité sur ce dossier précisément. Le droit international

devrait s'appliquer naturellement sur une question classique de décolonisation. Le Sahara occidental est d'ailleurs, le seul dossier africain encore pendant au niveau de la Commission de décolonisation de l'ONU. La position de l'Algérie vis-à-vis de cette cause relève d'un principe fondamental qu'elle a défendu pour l'ensemble des questions de décolonisation en Afrique. Si Alger fut la Mecque des révolutionnaires, c'est précisément pour son rôle majeur dans le soutien aux causes des peuples africains pour leurs indépendances.

Les tergiversations de la puissance administrante du Sahara occidental, de même que deux pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, ont empêché la réalisation du droit international pour la dernière colonie du continent. Il s'en est suivi une situation défiant toute logique légale, avec notamment une reconnaissance d'une prétendue marocanité du Sahara occidental « twittée » par l'ex-président américain, Donald Trump, contre une normalisation du Makhzen avec l'entité sioniste. Un précédent grave et un déni de justice international qui ont jeté un voile de menace sur toute la région. L'accord militaire signé entre les deux entités colonialistes a complexifié le règlement de la question sahraouie, mais n'a, à aucun moment, atteint la détermina-

tion de la Rasd d'affirmer sa volonté d'indépendance.

L'élection de l'Algérie au Conseil de sécurité de l'ONU en qualité de membre non permanent a largement contribué à remettre la question sahraouie au centre des débats de l'instance onusienne, non pas comme un « conflit à faible intensité », mais en véritable question de décolonisation. Les succès diplomatiques engrangés par la Rasd, ces derniers mois, sont le fait d'un activisme de la représentation algérienne à l'ONU. La Consultation organisée, hier, au Conseil de sécurité qui fait écho aux victoires sahraouies devant la Cour européenne de justice qui a invalidé des accords de pêche UE-Maroc, est un autre signe d'une lutte qui est loin d'être finie, mais qui fait dire aux observateurs de la scène régionale que le Maroc ne convainc que par le chantage, la coercition et la corruption des élites occidentales.

Dans ce contexte miné par des agissements égoïstes pour certains, complotistes pour d'autres et carrément maffieuses pour des lobbies marocains activant dans la criminalité transnationale, les consultations algéro-sahraouies viennent remettre les choses à leur place, à travers l'interpellation de l'ONU et le recours au droit international. Tout le reste relève de l'agitation stérile, dont le Makhzen est passé maître. **S.B.**

Le Front Polisario réaffirme le principe du référendum

La cause sahraouie est en train de connaître plus de soutien et de solidarité de la part des peuples et des Etats à travers le monde.

■ HOCINE NEFFAH

Une rencontre a eu lieu entre le représentant du Front Polisario auprès de l'ONU et coordonnateur avec la Minurso, Mohamed Sidi Omar et l'Envoyé spécial personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura.

Pour rappel, cette rencontre s'est déroulée à la veille de la séance de consultation au Conseil de sécurité sur la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso). La rencontre s'est focalisée sur les points en rapport avec « l'avenir du processus de paix parrainé par les Nations unies au Sahara occidental », précise-t-on.

Le représentant du Sahara occidental, Mohamed Sidi Omar, a rappelé durant cette rencontre la nécessité que « le peuple sahraoui exerce son droit inaliénable à l'autodétermination qui reste la seule voie vers une solution pacifique, juste et durable à la décolonisation du Sahara occidental », a-t-il souligné.

Dans le même sillage, le représentant du Front Polisario a rappelé que « le plan de règlement de l'Union Africaine (UA) et des Nations unies, accepté par les deux parties en conflit, le Front Polisario et le Maroc, en août 1988, et approuvé à l'unanimité par le Conseil de sécurité dans ses résolutions 658 (1990) et 690 (1991), demeure la solution réaliste, raisonnable et consensuelle à la question de la décolonisation du Sahara occidental », et d'ajouter « le Conseil de

sécurité de l'ONU à prendre des mesures concrètes pour permettre à la Minurso de mettre pleinement en œuvre son mandat tel que spécifié dans le Plan de règlement onusien et africain », a-t-il signalé lors de sa rencontre avec l'Envoyé spécial personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura. Le représentant du Front Polisario auprès de l'ONU a déclaré que « la partie sahraouie renouvelle sa volonté de continuer à travailler avec les Nations unies et l'Union africaine dans le but de parvenir à une solution pacifique, juste et durable au conflit entre la République sahraouie et le royaume du Maroc conformément aux buts et principes de la charte de l'ONU et de l'Acte constitutif de l'UA », et d'ajouter « la partie sahraouie réaffirme la détermination forte et inébranlable du peuple sahraoui à poursuivre sa lutte par tous les moyens légitimes, y compris la lutte armée, jusqu'à ce qu'il puisse atteindre ses objectifs non négociables de liberté, d'indépendance et de souveraineté sur tout le territoire sahraoui », a-t-il affirmé. Dans le même registre, le représentant du Front Polisario a déclaré à la presse à la veille de la séance de consultation au Conseil de sécurité sur la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) que « le Conseil de sécurité avait créé « la Minurso » sous sa coupe en avril 1991 suite à l'acceptation par les deux parties au conflit en août 1988 du plan de règlement ONU-OUA avec une mission claire et précise, à savoir l'organisation d'un



La solidarité avec le peuple sahraoui ne cesse de s'accroître au niveau international

référendum d'autodétermination sans restrictions administratives ou militaires et conformément à un plan précédé d'un cessez-le-feu », a-t-il souligné.

Toujours dans le même sillage, le diplomate sahraoui a expliqué que « Le Conseil s'est attelé, depuis, à la prolongation du mandat de la Minurso sans parvenir à l'organisation du référendum d'autodétermination compte tenu du statu quo auquel qui caractérise le processus de paix en raison notamment « des entraves de l'occupation marocaine et la passivité du Conseil de sécurité sous l'influence de certains de ses membres actifs », a-t-il précisé.

Pour Mohamed Sidi Omar, le diplomate sahraoui la question de « référendum d'autodétermination demeure la

seule issue vers le règlement pacifique, juste et durable de cette question de décolonisation », ajoutant que « toutes autres solutions ouvriraient la voie à certaines parties qui veulent dénaturer le caractère international de la cause sahraouie et faire durer la souffrance du peuple sahraoui pensant que les crimes de l'Etat d'occupation étaient prescriptibles », a-t-il rappelé. La cause sahraouie est en train de connaître plus de soutien et de solidarité des peuples et des Etats dans le monde. Ce regain de la dynamique internationale en ce qui concerne le soutien des causes justes rappelle que la décolonisation est la seule issue à même de rendre les relations internationales plus justes et plus démocratiques. **H.N.**

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les indépendants en invités surprise ?

■ CETTE CATÉGORIE de personnel politique peut constituer une force convoitée...

■ HOCINE NEFFAH

La prochaine élection présidentielle anticipée sera particulière tout au long du déroulement de son processus. Contrairement aux élections présidentielles précédentes, la prochaine sera caractérisée par la présence d'une force « extrapartisane », à savoir le bloc des indépendants qui a causé la surprise durant les dernières législatives et les élections locales. Ce bloc s'est forgé dans une conjoncture particulière, c'est-à-dire durant l'émergence de l'élan populaire de 22 février 2019. Une occasion qui a vu le recul des partis politiques et leur fuite en avant face à la nouvelle situation qui a chamboulé toute la scène politique nationale. Tout le monde s'est « retiré » de la vie politique d'une manière provisoire, en laissant l'orage passer pour pouvoir se situer face à cette nouvelle réalité faite du rejet de tous les symboles de l'ancien « système » et son personnel politique. Durant tout ce temps-là, une surprise a été réservée à l'opinion publique nationale. C'était la montée fulgurante des indépendants durant les joutes électorales qui ont suivi le processus du changement politique qui s'est opéré après le refus du 5e mandat et le départ des tenants du régime de Bouteflika.

Personne ne s'y attendait, à commencer par le bloc des indépendants, qui s'est taillé la part du lion, après avoir participé aux législatives et aux précédentes élections locales.

Cet état de fait a suscité l'étonnement de la classe politique de l'époque, surtout que cette dernière était dans le viseur des manifestants lesquels étaient des millions à exiger la refonte politique et la révision de la pratique politique, avec le changement profond y afférent, y compris la classe politique, à travers les partis qui la constituaient.

Dès lors, les citoyens ont choisi la méthode la plus simple et la moins compliquée pour accéder à la participation à la vie politique. C'était celle de constituer une liste pour entrer dans la bataille électorale des législatives et des locales.



Cette démarche avait pris de l'ampleur surtout que le président de la République avait pris l'engagement d'instruire les responsables de l'État de préparer un texte de loi permettant de financer des listes constituées de jeunes candidats. Cette mesure a déclenché une véritable dynamique politique qui a vu un nombre important de jeunes se diriger vers les services concernés pour constituer le dossier de candidature afin de participer aux joutes électorales. Depuis l'adoption de ladite loi, dont l'État assure le financement, des listes de jeunes dans le cadre de lutte contre l'argent sale qui avait envahi la sphère politique, le Parlement et les Assemblées populaires communales ont été envahies par des jeunes et des listes, dans leur majorité, appartiennent aux indépendants. C'était la première fois dans l'histoire des élections en Algérie qu'un nombre aussi important de listes constituées d'indépendants ont pu obtenir des résultats spectaculaires.

Depuis cette expérience, inédite dans les annales politiques du pays, les indépendants sont devenus une force avec laquelle il fallait compter.

Le groupement des indépendants est devenu un partenaire dans la gestion des rapports de force au sein des

institutions élues de l'État. L'élection présidentielle anticipée du 7 septembre prochain constituera un enjeu très important dans la vie politique du pays. Elle sera engagée sur fond de véritable concurrence électorale qui exigera un bloc politique soudé et une stratégie d'alliances harmonieuse.

Cela ne peut se faire sans la prise en considération du potentiel des Indépendants et leur rôle dans la détermination des règles du jeu, démocratique et électoral à la fois.

Les groupes politiques et les blocs d'alliance doivent d'ores et déjà réfléchir d'une manière sérieuse à la meilleure manière possible qui puisse capter le potentiel des groupes indépendants dans la perspective de renforcer les chances de victoire du candidat en question, dans le cadre du prochain scrutin.

Le bloc des indépendants pourrait être l'arbitre du processus électoral de la prochaine « consultation ».

Il est primordial que les forces politiques traditionnelles puissent développer une nouvelle approche d'alliance en recourant aux candidats indépendants comme s'ils constituent une force incontournable durant la prochaine joute électorale.

H.N.

L'EDITORIAL

L'esprit Bandung

■ AMIROUCHE YAZID

Il y a 69 ans, l'Algérie en lutte contre le colonialisme français signait son premier acte diplomatique. C'était à l'occasion de la conférence de Bandung, tenue du 18 au 30 avril 1955 en Indonésie, à laquelle a pris part une délégation du FLN. L'enjeu était de taille : poser les jalons d'une internationalisation de la cause nationale alors que la guerre de l'Indépendance venait à peine d'être déclenchée. Action diplomatique réussie dans la mesure où la question algérienne sera inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU. Cette dernière eut lieu le 30 septembre 1955, soit moins de six mois après la semence de Bandung. 69 ans plus tard, l'événement demeure toujours comme ce moment central dans la lutte de l'Algérie pour son indépendance. C'était aussi un moment de grande portée historique dans les enjeux géopolitiques de l'époque et des luttes de leadership que se disputaient les blocs de l'Est et de l'Ouest. Léopold Sédar Senghor, l'écrivain et poète sénégalais, considérait à juste titre que Bandung a été une « gigantesque levée d'é-crou ». Plus d'un demi-siècle plus tard, Bandung 1955 a été aussi une rampe de lancement du Mouvement du non-alignement (MNA) dont la naissance sera actée à Belgrade en 1961. Mais plus que cette option du non-alignement dans un contexte mondial de bipolarisation, l'Algérie indépendante fait preuve, depuis, de son attachement au principe des droits des peuples à leur autodétermination. Un principe duquel l'Algérie ne s'est jamais départie quelles que soient les circonstances. Même dans des contextes de forte tension, la politique étrangère de l'État ne compromet pas ses fondements : la non-ingérence, le respect du droit international, la construction d'un nouvel ordre politique et économique mondial et le soutien aux peuples colonisés. Et c'est en se référant à ces principes que l'Algérie se place toujours comme un allié des peuples en lutte pour leur indépendance. Elle affiche, en effet, un soutien indéfectible en faveur des causes justes des peuples palestiniens et sahraoui qui luttent pour recouvrer leurs droits fondamentaux. Objectif : mettre fin à toutes les colonisations, ce principe constamment défendu dans tous les forums et autres tribunes diplomatiques. Et davantage depuis que l'Algérie siège au Conseil de sécurité de l'ONU en qualité de membre non permanent. Ce statut permet ainsi une présence continue d'une voix favorable aux causes justes. Mais surtout qui rappelle le devoir de décolonisation en Palestine, qui vit encore sous le joug de l'occupation sioniste, et au Sahara occidental, dernière colonie en Afrique.

A.Y.

À PROPOS DES « MERCENAIRES DE L'HUMANITAIRE »

Hamlaoui refuse la polémique

« J'ASSUME entièrement ce que j'ai déclaré (...), mais pas l'interprétation prêtée à mes propos. »

■ MOHAMED BOUFATAH

Attendue, hier, lors de sa conférence de presse tenue au siège du Croissant-Rouge algérien (CRA) pour clarifier les choses à propos de la polémique avec l'association El Baraka affiliée au parti islamiste le MSP, la présidente du CRA, Ibtissam Hamlaoui a déclaré qu'elle assumait l'entière responsabilité sur ce qu'elle avait déclaré, à savoir que « le Croissant-Rouge algérien refuse de travailler avec les mercenaires marchands de la guerre, mais pas l'interprétation prêtée à mes propos ». Si la présidente du CRA n'a pas voulu s'étaler sur cette polémique, en revanche le président du groupe parlementaire du MSP, Ahmed Sadouk n'a pas manqué d'adresser une question orale au Premier ministre sur les propos jugés « irresponsables et les accusations à peine voilées de la présidente du

CRA », peut-on lire dans un communiqué diffusé sur le site officiel du parti. D'après le même document « la présidente du CRA n'a pas fait preuve de retenue dans l'expression de ses propos... ». Lors de son intervention, la même responsable a ajouté que « les portes du CRA restent largement ouvertes aux différentes associations », indiquant que « les aides humanitaires envoyés à Ghaza sont collectées en collaboration avec d'autres associations telles que l'association Irchad Wa Islah, l'association des oulémas, l'Union générale des commerçants et artisans algériens (Ugcaa)...etc. ». L'aide acheminée consiste, essentiellement, en des denrées alimentaires, des fournitures médicales, vêtements et tentes. L'intervenante a expliqué que « le CRA a gagné en crédibilité au niveau national et international ». Elle a souligné que sa structure « favorise les dons en nature et interdit la collecte de dons en espèces, l'argent

étant source de nombreux problèmes ». S'agissant des aides humanitaires acheminées à l'international, elle a indiqué que « le CRA a envoyé 3 000 tonnes de vivres à l'étranger dont 420 tonnes dans la bande de Ghaza ». « Ces aides ont été collectées avec la « contribution de toutes les associations et autres bénévoles », a-t-elle tenu à préciser. Concernant le bilan de solidarité durant le Ramadhan, elle a souligné que « ce qui a réalisé durant le mois de Ramadhan écoulé est de trois fois supérieur en comparaison avec la même période de l'année passée ». Cela s'est concrétisé grâce à la confiance et la crédibilité retrouvées par le CRA, outre sa restructuration. Elle a estimé à ce propos qu'« environ 70 % des comités locaux du CRA ont été renouvelés jusqu'ici ». « Le nombre de donateurs, de partenaires et de bénévoles a sensiblement augmenté », a-t-elle encore soutenu. Dans ce sillage, elle a fait état « de la distribution de 152 549

colis alimentaires durant le Ramadhan », dont 12 000 ont été distribués par le comité de wilaya de Biskra et 10 000 par le comité de wilaya de Batna ». Le Croissant-Rouge algérien a également supervisé, durant le mois de Ramadhan, 226 restaurants de la Rahma à In Amenas et In Guezzam. Elle a rappelé en outre que 82 points de distribution de repas chauds ont été installés sur l'autoroute Est-Ouest au profit des automobilistes. Outre la distribution des couffins alimentaires, l'ouverture de restaurants Rahma, le CRA a organisé également des campagnes de circoncision au profit de 5 665 enfants et distribué plus de 25 864 colis vestimentaires aux enfants nécessiteux, notamment les orphelins. Elle a relevé, par ailleurs, que le CRA a fait don d'équipements et produits médicaux au profit de 16 structures de santé dans des zones éparses éloignées et frontalières du sud du pays.

M. B.

28^e JOURNÉE DE L'ÉNERGIEL'HYDROGÈNE VERT
EN VEDETTE

UTILISER nos ressources naturelles pour en faire de nouvelles plus propres et durables est possible. Des élèves ingénieurs en ont fait la démonstration...



■ WALID AÏT SAÏD

28 ans et pas une ride! Les traditionnelles journées de l'énergie sont revenues, hier, pour une 28^e édition. Sous l'égide de son fondateur, le Professeur émérite Chems- Eddine Chitour, ce rendez-vous se veut comme une boussole pour la transition énergétique du pays. Surtout qu'il regroupe plusieurs générations d'experts, d'ingénieurs et des étudiants à l'occasion de la journée du savoir, « Youm el Ilm ». Cette année, l'acharnement du Professeur Chitour semble avoir donné ses fruits.

Le « courant » passe très bien avec le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, qui a parrainé l'évènement qui a eu lieu au niveau du centre de formation de la Sonelgaz à Ben Aknoun. Il a même marqué la matinée de sa présence au même titre que la ministre de l'Environnement et des Énergies renouvelables, Fazia Dahlab.

Les deux hauts cadres de l'État étaient à l'écoute des recommandations faites par les par-

ticipants. Ils ont aussi affiché une volonté claire de travailler ensemble pour réussir, enfin cette transition énergétique. Chose que n'a pas omis de mettre en avant Chems-Eddine Chitour.

« Cette année, tous les voyants sont au vert avec le lancement des 3 000 mégawatts en solaire », a-t-il souligné. « Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affiché une grande volonté pour doter l'Algérie d'un mix énergétique permettant de sauvegarder ses énergies fossiles pour les générations futures », a-t-il ajouté avec un large sourire. Ce qui a provoqué un tonnerre d'applaudissements dans la salle.

« Aujourd'hui, on peut rentrer chez nous. On peut arrêter les journées de l'énergie », a-t-il plaisanté. Celui qui a été le premier ministre de la Transition énergétique et renouvelable de l'histoire du pays reconnaît que de grandes avancées ont été faites mais le chemin est encore long. « Le lancement de ces 3 000 mégawatts en solaire doit être le premier pas vers une nouvelle révolution énergétique

pour l'Algérie », assure-t-il. « En 1971, on a vécu celle de la nationalisation des hydrocarbures. Aujourd'hui, on doit vivre celle du lancement des énergies vertes », poursuit-il avec beaucoup d'enthousiasme. Pour lui, l'Algérie a tout pour réussir cette mission.

« On ne doit pas rater encore la marche, surtout que la volonté politique est bel et bien là », rétorque-t-il. Pour atteindre ces objectifs, le Professeur Chitour estime que l'on doit s'appuyer sur notre partenaire chinois, pays frère et ami de toujours.

« La Chine prend une grande avance sur le monde en ce qui concerne ce type d'énergie. On doit travailler ensemble. On a la chance que le président Tebboune ait signé de grands accords avec son homologue chinois. Il faut les mettre en œuvre », lance-t-il avec un petit clin d'œil aux deux membres de l'Exécutif présent en cette 28^e édition des Journées de l'énergie. Il donne l'exemple des véhicules électriques avec la marque BYD « Build your Dreams », « Construisez vos Rêves ». Elle est en train de

construire effectivement le rêve chinois de dominer l'industrie mondiale, même dans les industries de pointe telles que les véhicules électriques. « Elle a dépassé le maître qui est Tesla. Elle est, aujourd'hui, leader mondial en la matière. Elle a vendu plus de 3 millions de véhicules électriques en 2023 », rapporte-t-il.

Pour lui donc, il est primordial de travailler avec les Chinois dans ce domaine. Néanmoins, il estime que l'autre point sur lequel on doit s'appuyer n'est autre que notre ressource humaine. Celui qui a été ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique estime que l'on doit former encore plus d'ingénieurs. Car il assure que c'est la force des pays puissants et indépendants. « La Russie tient grâce à ça. Elle est leader mondial en la matière. Suivis de la Chine et les États-Unis », précise-t-il.

Le Professeur Chitour indique que la 4^e place est détenue par un autre pays qui a montré sa puissance malgré l'embargo qu'il subit depuis des décennies, en l'occurrence

l'Iran. « Vous voyez donc l'importance de cette ressource pour la construction d'un pays puissant et indépendant de l'étranger ou des ressources fossiles », réplique-t-il.

C'est dans ce sens que les Journées de l'énergie sont l'occasion aux élèves ingénieurs de l'école polytechnique d'Alger d'offrir leur modeste contribution au développement de leur nation. Ils présentent des projections futures qui peuvent être utilisées par les politiques du pays pour réussir cette révolution énergétique. Cette année, le thème était « Modèle de consommation durable, gaz naturel et hydrogène vert ».

Ces jeunes femmes et jeunes hommes ont admirablement présenté un plan de travail complet permettant à l'Algérie d'aller vers ce qu'ils qualifient d'un plan Marshall de l'énergie. Il est question d'utiliser intelligemment nos ressources naturelles pour en faire de nouvelles plus propres et surtout durables. C'est l'espoir du Professeur Chitour...

W.A.S.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA NATION SALAH GOUDJIL «L'ALGÉRIE EST SUR LE CHEMIN DE LA PUISSANCE»

Salah Goudjil apporte son soutien aux Journées de l'énergie. Le président du Conseil de la nation n'a pas pu être présent à cause d'un agenda bien chargé, mais a tenu à apporter sa contribution à l'évènement. Il a marqué les participants, notamment les jeunes étudiants, par un discours de soutien au travail remarquable qu'ils ont fait. Pour lui, ce grand travail donnera des fruits à l'horizon 2035.

« L'Algérie, à l'horizon 2035, sera une puissance économique ayant achevé ses transformations énergétiques et gagné ses paris économiques », a-t-il dit dans son discours lu par le vice-président du Sénat, Mohamed Reda



Ousahla. Le deuxième homme de l'État a expliqué que la nouvelle Algérie a achevé le processus de libération de la dépendance économique et dette extérieure. Il soutient que cette nouvelle Algérie est en train de se construire grâce à ses hommes. « Elle sera une puissance économique qui aura achevé ses transformations énergétiques et gagné ses paris comme le voulaient ses glorieux martyrs », a-t-il souligné avant d'envoyer un

message d'espoir aux jeunes. « Vous êtes concernés par cette mission. Vous êtes le pilier de l'Algérie face aux transformations économiques », a-t-il conclu avec beaucoup d'espoir...

W.A.S.

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES, MOHAMED ARKAB «LE PROJET DU SIÈCLE AVANCE À GRANDS PAS !»

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a décidé de faire du Grand Sud algérien, un nouvel eldorado économique. Cela passe par le développement du réseau de transport, mais aussi celui de l'énergie. C'est ainsi qu'un projet, qualifié de « projet du siècle » a été lancé par le ministère de l'Énergie. « Il s'agit d'interconnexion du réseau électrique du sud du pays avec le réseau national », a expliqué le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab. Ce projet d'interconnexion du réseau « Pôle In Salah-Adrar-Timimoun » (Piat) au réseau interconnecté national (RIN), d'un coût total de 1 milliard de dollars (135,46 milliards de dinars), vise la



réalisation d'une double ligne de transport électrique de très haute tension (THT) de 400 kilo-Volts (kV) entre Hassi R'mel et Timimoun d'une longueur de plus de 1000 km », a-t-il rappelé. Le ministre assure que les travaux avancent à grands pas. « On est déjà passé de Ghardaïa à El Menia. Nous sommes en train de construire plusieurs postes de 400kV autour de ces wilayas », a-t-il ajouté. Il rappelle que ce grand projet se fera sous forme d'un grand maillage. Ce qui a pour but de « verdoyer » notre Sahara pour lui donner vie en accompagnement de tous les projets qui sont appelés à se développer dans cette région du pays.

W.A.S.

Le parc hôtelier d'Aïn Témouchent se renforce

LE PARC HÔTELIER de la wilaya de Aïn Témouchent sera renforcé, lors de la saison estivale de l'année en cours, par 800 lits supplémentaires, a-t-on appris, lundi, du directeur local du tourisme et de l'artisanat, Mohamed Bensaoud. Ces prévisions sont à retenir, eu égard au rythme appréciable des travaux de réalisation de deux hôtels, implantés à Béni Saf et à Rachgoune-plage, à l'initiative d'opérateurs privés, dont la capacité d'accueil cumulée est estimée à 800 lits et l'entrée en exploitation prévue au courant de l'été prochain, a fait savoir le même responsable. Il est à signaler, dans ce contexte, que le secteur du tourisme a été consolidé, cette année, par un nouveau centre de thalassothérapie, réalisé au niveau de l'hôtel Safina, à Terga-plage, ajoutant ainsi une plus-value à la qualité des prestations offertes aux estivants, à l'échelle locale et nationale, a fait observer la même source.



Oualid expose l'appui de l'Algérie à l'innovation

LE MINISTRE de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Microentreprises, Yacine El Mahdi Oualid, a exposé, à Genève (Suisse), les efforts de l'Algérie en matière d'appui à l'innovation et à la technologie, aux doubles plans national et africain, rappelant les différentes politiques gouvernementales en faveur de l'entrepreneuriat et des talents, selon un communiqué du ministère. Cet exposé a été présenté lors de la réunion ministérielle tenue en marge des travaux de la 27e session de la Commission des Nations unies pour la science et la technologie au service du développement (Cstd) à laquelle participe Oualid, à l'invitation de la SG de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cruced), Rebeca Grynspan, en présence de représentants de gouvernements, d'organisations internationales, de la société civile et du secteur privé. La réunion ministérielle a porté sur le rôle de la science, de la technologie et de l'innovation dans la consolidation du plan 2030 et l'éradication de la pauvreté en temps de crises, a ajouté la même source.

Guelma rend hommage au martyr Soudani Boudjemaâ

LES PARTICIPANTS à un colloque historique consacré au martyr Soudani Boudjemaâ (1922-1956), organisé à l'occasion du 68ème anniversaire de sa mort, ont mis en exergue, lundi à Guelma, l'intelligence de ce héros et son parcours militant contre la colonisation française depuis son jeune âge. Les participants à cette rencontre, initiée par l'association locale du 8-Mai 1945, au technicum Messaoud-Chaâlal, à Guelma, ont rappelé le parcours militant du chahid, sa lutte héroïque et les sacrifices consentis pour le recouvrement de la souveraineté de l'Algérie. Marqué par la présence de Wahid Arboudj (53 ans), petit-fils du héros, enfant de Saliha Soudani, sa défunte fille, les intervenants lors du colloque ont notamment rappelé que Soudani Boudjemaâ, né le 10 janvier 1922 au centre-ville de Guelma, fut membre du Groupe des «22» qui fut à l'origine du déclenchement de la révolution, avant de sacrifier sa vie, à l'âge de 34 ans, pour l'indépendance de son pays.

Sonatrach signe avec une société suédoise



LE GROUPE Sonatrach a signé, hier à Alger, un protocole d'accord avec la société suédoise Tethys Oil AB, visant à concrétiser un partenariat dans le développement et l'exploitation des hydrocarbures, a indiqué un communiqué du groupe. La cérémonie de signature s'est déroulée au siège de la direction générale de Sonatrach, en présence de son P-DG, Rachid Hachichi,

du P-DG de Tethys Oil AB, Magnus Nordin, ainsi que du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), Mourad Beldjehem, a précisé la même source. Cette convention traduit « la volonté des deux parties à concrétiser un partenariat pour l'exploration, le développement et l'exploitation des hydrocarbures des zones

d'intérêts d'El Hadjira II et d'El Haiad II », selon l'avis. Le protocole d'accord a pour objet, également, de « définir le cadre de coopération entre les parties, dans la perspective de conclure des contrats d'hydrocarbures sur les zones d'intérêt identifiées, sous l'égide de la loi n°19-13, régissant les activités hydrocarbures », a-t-on souligné de même source.

Tunisie : hausse de 6,2% du trafic aérien des passagers

LE TRAFIC aérien des passagers via les aéroports tunisiens a augmenté de 6,2%, au cours du premier trimestre de 2024 par rapport à la même période de 2023, selon des statistiques publiées lundi. Le mouvement des passagers s'était établi à 1 761 894, a précisé l'Office tunisien de l'aviation civile et des aéroports (Oaca). Cette tendance haussière a marqué le trafic aérien dans la majorité des aéroports tunisiens, avec notamment une augmentation de 5,4% pour l'aéroport international de Tunis-Carthage, qui a enregistré un nombre de 1 473 527 mouvements passagers. Les statistiques de l'Oaca font également état d'une hausse de 5,1% du trafic commercial «mouvements avions» au cours du premier trimestre de 2024, par rapport à la même période de 2023, avec 15 394 mouvements avions enregistrés. Le trafic de survol (avions transitant par l'espace aérien tunisien) a atteint 14.737 rotations au cours du 1er trimestre de 2024, soit une évolution de 24,7% par rapport à la même période de 2023.

1er regroupement pédagogique des inspecteurs de tamazight

LE 1er REGROUPEMENT pédagogique national des inspecteurs de tamazight s'est ouvert, hier, dans la wilaya de Tizi Ouzou, en présence du secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad. Abrité par le Centre des loisirs scientifiques (CLS), l'évènement a regroupé une quarantaine d'inspecteurs de tamazight issus des différentes wilayas du pays pour suivre durant deux jours (hier et aujourd'hui) des communications en relation avec l'enseignement de tamazight, deuxième langue nationale et officielle du pays. Animés par des universitaires, plusieurs thématiques relatives à la « Didactique de la langue amazighe », «L'adaptation du contenu du manuel scolaire dans les différentes variantes de tamazight » et «L'enseignement/apprentissage de tamazight pour les non locuteurs», seront abordées lors de ce regroupement.



Les retraités appelés à utiliser «Takaoudi»

LA CAISSE nationale des retraites (CNR) a appelé, lundi, dans un communiqué, tous les retraités à utiliser la technique de reconnaissance faciale via l'application «Takaoudi», au lieu de se déplacer aux agences locales. « Cette technique est disponible sur l'application téléchargeable via le lien <http://bit.ly/40hHDtF> », ajoute la même source. Cette «prestation numérique, inédite en Algérie évite aux retraités tout déplacement aux agences locales pour le dépôt de la fiche familiale d'état civil », précise l'annonce, soulignant que «plus de 42 900 retraités ont utilisé cette technique disponible via l'application mobile "Takaoudi"».

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

AFRIQUE, NOUS VOILÀ !

L'ÉTAT a multiplié les mécanismes et les actions d'accompagnement des exportateurs.

■ MOHAMED OUANEZAR

De plus en plus d'experts étrangers s'intéressent aux situations macro-économiques de l'Algérie, et plus particulièrement sur les systèmes monétaires et financiers, entre autres, ainsi que sur les exportations hors hydrocarbures. L'Algérie est-elle sur la bonne voie des réformes engagées ? La question mérite d'être posée et bien analysée. Selon les données communiquées par le ministère du Commerce, les exportations hors hydrocarbures ont totalisé à fin novembre 2023 une valeur globale de 5,07 milliards de dollars. Ces résultats n'englobent pas les exportations du secteur tertiaire, selon le ministre du Commerce. Simultanément, le pays s'appête à entamer une nouvelle phase dans le processus des exportations, notamment à l'échelle de l'Afrique. En effet, l'État a multiplié les mécanismes et les actions de facilitation et d'accompagnement des exportateurs, visant à faciliter davantage ces opérations et à en augmenter le volume. Il faut dire que l'État n'a pas lésiné sur les moyens, pour favoriser une plus grande intégration économique africaine, à travers une série de mesures et d'actions concrétisées déjà sur le terrain et d'autres qui sont en cours. Après les banques implantées au Sénégal et en Mauritanie, c'est au tour



L'Algérie a investi dans la logistique, les infrastructures de base, les transports...

du Cameroun d'accueillir une nouvelle banque destinée à accompagner les opérateurs économiques algériens et favoriser l'accroissement des échanges commerciaux et économiques. Les exportations algériennes ciblent essentiellement la Côte d'Ivoire, le Niger, le Ghana et le Sénégal, etc. Les produits algériens ont le vent en poupe en Afrique, notamment sur le plan de la qualité et de la sécurité alimentaire, grâce

à la traçabilité. Dans ce cadre, les produits agroalimentaires sont très prisés dans la plupart des pays africains, ce qui donne un avantage clair aux opérateurs économiques aux fins de prendre d'assaut ces contrées prometteuses. Les matériaux de construction sont également une filière et une opportunité à vitaliser et à promouvoir par l'Algérie, qui pourrait répondre aux besoins exprimés, de manière très aisée. Faut-il le

souligner, joignant les actes à la parole, l'Algérie a investi dans la logistique, les infrastructures de base, les transports, etc. Il convient de rappeler dans ce registre, la Trassaharienne véritable corridor économique visant à désenclaver les pays africains pauvres, les nouvelles liaisons aériennes, notamment Alger-Johannesburg et Alger-Lagos, etc. Les zones franches sont-elles aussi un moyen supplémentaire efficace pour

encourager et booster les échanges et les exportations vers les pays africains. C'est le cas de la zone de Tindouf-Zouerate en Mauritanie, qui a nécessité des investissements colossaux. Par ailleurs, il est important de souligner les déclarations du directeur général de la Safex, Karim Boukadoum, relatives à la réalisation d'un volume de 500 millions de dollars en termes d'exportations hors-hydrocarbures vers l'Afrique en 2023, dont 300 millions de dollars pour la seule Mauritanie. Selon l'invité de la rédaction de la chaîne 3, « les exportations en direction de l'Afrique atteindront 1 milliard de dollars au cours de l'année 2024 ». Le patron de la Safex a confié que ces performances ascendantes, sont « le fruit d'un travail structurel, qui constituent le nouveau modèle économique qui est en phase d'être mis en place ». Depuis 2020, le volume des exportations hors hydrocarbures a connu des évolutions record importantes, allant jusqu'à atteindre 36% en 2022. En effet, les exportations hors hydrocarbures sont passées de 1,7 milliard USD en 2019, à 4,5 milliards de dollars en 2021 à 7 milliards de dollars en 2022. La balance commerciale a, elle aussi, connu des évolutions remarquables avec 18,1 milliards de dollars durant la même période contre uniquement 1,8 milliard en 2021.

M.O.

DJAZAGRO 2024

FOCUS SUR L'EMBALLAGE

LA TAILLE du marché de l'emballage en Afrique est estimée à 43,48 milliards de dollars en 2024...

■ SALIM BENALIA

La filière agroalimentaire nationale sera à l'honneur au tout prochain Djazagro, prévu entre les 22 et 25 du mois en cours, à Alger. Cette manifestation économique signera alors sa 21e année d'un parcours jalonné de succès au fil des éditions successives dans notre pays. L'évènement a lieu cette année alors que l'industrie agroalimentaire algérienne connaît un dynamisme sans précédent, toutes branches confondues. Les exportations algériennes de biens agroalimentaires sont, en effet, en hausse. Les chiffres actuels font ressortir que le sucre occupe une place importante avec 44% des exportations, principalement issues du raffinage de produits importés par des entreprises algériennes. Les fruits, notamment les dattes, représentent pour leur part le poste de production locale le plus important. Sachant que l'Algérie exporte également des produits de la mer et de l'aquaculture. Les organisateurs de Djazagro (ComExposium Promosalons) indiquent également que les clients de l'Algérie en termes de produits agroalimentaires sont la Jordanie, avec 53 millions d'euros, soit 16, 3% des exportations algériennes, la France, avec 47 millions d'euros, soit 14,3%, l'Espagne, avec 44 millions d'euros, soit 13, 4% et le Maroc, avec 35 millions d'euros, soit 10,8% selon des indications de 2022. Ces

exportations qui sont certainement appelées à croître davantage, ont lieu sur fond d'une industrie algérienne de l'emballage qui se développe de manière fulgurante. C'est qu'il s'agit de mettre en valeur le produit algérien et le rendre attrayant à travers un packaging digne de sa qualité. Aussi, le Djazagro 2024 compte mettre le focus sur l'emballage, partant du principe que le rôle de ce dernier a considérablement évolué au fil du temps. « Autrefois limité à sa fonction basique de protection du produit et d'information, il est désormais devenu un vendeur silencieux à part entière », signale-t-on. Selon les données communiquées par les organisateurs, la taille du marché de l'emballage en Afrique est estimé à 43,48 milliards de dollars en 2024 et devrait atteindre 52,52 milliards de dollars d'ici 2029 (+3,85% annuel). L'on indique par ailleurs que l'industrie du papier et de l'emballage représente près d'un quart du total des 300 000 PME existantes en Algérie ; soit un panorama d'environ 75 000 sociétés, dont une large partie est active, notamment dans les emballages alimentaires, qui constituent le segment moteur de tout le secteur. Ils sont traditionnellement quatre principaux types d'emballage, soit le plastique, le carton, le métal et le verre. Les plastiques et le carton détiennent la part du lion en matière d'utilisation, en particulier dans le secteur alimentaire. Cette domination s'explique par la disponibilité des matières



Une demande de plus en plus accrue

premières, leur capacité à être recyclés, les coûts de production et les habitudes de consommation, explique-t-on. En revanche, est-il fait savoir, les segments du métal et du verre sont actuellement moins utilisés, mais révèlent un potentiel de croissance très prometteur dans les années à venir en Algérie, où, la demande nationale demeure « largement insatisfaite par la production nationale ».

Rappelons que l'Algérie est l'un des

plus grands investisseurs d'Afrique et du Moyen-Orient dans les technologies du plastique, de l'impression et de l'emballage. Ceci se traduit par des investissements dans les technologies de l'emballage, « avec 127 millions d'euros en 2022, ce qui fait ressortir que l'Algérie fait partie des principaux investisseurs dans les technologies d'emballage sur le continent africain, avec le Nigeria, l'Afrique du Sud et l'Égypte ».

S.B.

L'INDUSTRIE MINIÈRE EN POLE POSITION

L'Algérie dans les viseurs mondiaux

■ AUSTRALIENS, chinois, turcs entrent en scène dans cette nouvelle bataille qui promet de revigorer l'économie nationale.

■ MOHAMED OUANEZAR

Longtemps resté en gestation, le secteur des mines, pourvoyeur de richesses et de plus-values économiques avérées, renaît de ses cendres à telle enseigne que les projets d'exploitation des ressources et gisements miniers à peine annoncés, propulsent déjà l'Algérie dans les classements mondiaux. Sans compter les terres rares et les matériaux critiques qui font couler la salive des grandes puissances économiques de ce monde, puisque étant au cœur des futures frictions internationales. L'impressionnant gisement minier de Tala Hamza-Amizour dans la wilaya de Béjaïa, resté en l'état et à l'abandon des années durant et qui figure parmi les 10 plus grandes mines au monde, en termes de réserves de zinc et de plomb, est assez édifiant en la matière. Dans un classement mondial très récent, le site minier dont l'exploitation reste imminente, permet à l'Algérie de figurer au troisième rang mondial, en termes de réserves mondiales de Zinc. Ce minerai figure parmi les plus prisés sur les marchés mondiaux des métaux et des ressources minières, étant donné ses multiples applications dans les domaines les plus variés, à commencer par les industries militaires, aéronautiques, automobiles, électroniques et électroménagers, chimiques, etc... Il est attendu un



Il est attendu un impressionnant retour d'investissements avec l'entrée en service des différents projets miniers

impressionnant retour d'investissements avec l'entrée en service des différents projets miniers lancés par le président de la République, qui a eu l'audace politique et la vision stratégique d'investir ce créneau porteur. D'aucuns parmi les experts nationaux et mondiaux qui épient les évolutions dans ce domaine, estiment que l'industrie minière qui est à ses premiers balbutiements, produira un véritable boom économique national.

La mine de Zinc de Tal Hamza à Amizour n'est qu'un

échantillon de ce vaste programme de l'industrie minière en phase de lancement. En effet, le minerai de fer du gisement stratégique de Ghara Djebilet dans la wilaya de Tindouf, est un autre exemple des investissements colossaux consentis par l'État algérien, en vue de relancer un secteur jusque-là sous-exploité, eu égard aux richesses disponibles. Il s'agit, en fait, du plus grand investissement national jamais consenti depuis l'indépendance et de l'un des plus grands gisements au monde. C'est l'impor-

tance cruciale accordée par le président Tebboune à ce type de projets, grâce à la valeur économique et industrielle qu'il recèle. Le minerai de Ghara Djebilet consolidera plusieurs objectifs, à la fois. Il est question, en effet, d'assurer l'auto-suffisance en fer, soutenir l'industrie métallurgique et imprégner un rythme de développement des régions sahariennes, conforme aux retombées économiques de ce mégaprojet. Cela, sans compter, le volet des exportations de ce minerai qui viendront booster les rentrées sub-

sidiaires en devises fortes. Projet structurant par excellence, Ghazra Djebilet bénéficiant de l'attention particulière du premier magistrat du pays, verra la mise en place de toute une ville minière avec ses accès, les infrastructures et la logistique nécessaires. A Béchar, un complexe sidérurgique prévu pour 2026 doté d'un investissement d'un milliard USD, accueillera l'extraction de 2 à 3 millions de tonnes de minerai de fer/an, dans un premier temps. Un autre projet qui va permettre de propulser l'Algérie au rang de principal pays producteur et exportateur d'engrais, avec une production annuelle de plus de 6 millions de tonnes de produits phosphatés, est sans nul doute, celui de la mine de Tébessa. Ce projet de phosphate intégré, englobe « le développement et l'exploitation du gisement de phosphate de Bled El Hadba à Tébessa, la transformation chimique des phosphates à Oued Kéberit à Souk Ahras, la fabrication des engrais à Hadjar Soud dans la wilaya de Skikda, ainsi que des installations portuaires dédiées au niveau du port de Annaba ». Australiens, chinois, turcs, entrent en scène dans cette nouvelle bataille qui promet de revigorer l'économie nationale. À terme, le lancement d'une industrie minière dans le pays est à même d'y produire une véritable mue économique et industrielle.

M.O.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Des doctorants en appellent à Baddari

LES CONCERNÉS exhibent la décision présidentielle qui a instruit la tutelle à les recruter .

■ KAMEL BOUDJADI

Ils sont, jusqu'à présent, exclus de la procédure de recrutement des doctorants au sein des universités parce qu'ils ont, pendant les années d'attente d'un emploi, allés chercher ailleurs de quoi nourrir leurs familles. Cette catégorie, représentée par de nombreux cas, attend encore une solution définitive. Leur cas est considéré comme une injustice parce que tout simplement, les concernés ont leurs diplômes de doctorat à l'instar de leurs camarades qui ont été recrutés grâce à la décision prise par le président de la République. Mais, hélas, cette catégorie se retrouve exclue de la décision présidentielle.

Dans l'attente d'être recruté au sein de l'institution universitaire, beaucoup d'étudiants ayant décroché leur doctorat se sont retrouvés dans l'obligation d'aller ailleurs à la recherche d'un emploi. Mais, entre-temps, n'ayant jamais perdu espoir que les pouvoirs publics allaient, un jour, répondre favorablement à leurs revendications d'un droit au travail dans leur statut et avec leurs diplômes supérieurs, ces derniers ont continué à lutter. Ils ont pris part à toutes les démarches entreprises par leurs camarades. Il y en a même, parmi eux, des doctorants qui ont travaillé comme enseignants vacataires dans différentes

facultés de l'université. « Actuellement, je continue d'assurer des vacances à l'université de Tizi Ouzou. Pourtant, je suis exclue de la liste des doctorants recrutés grâce à la décision du président de la République », explique une dame qui affirmait avoir été contrainte à aller chercher du travail ailleurs pour nourrir sa famille. « On ne pouvait pas se permettre d'attendre notre recrutement sans travailler ailleurs. On devait bien nourrir nos familles entre-temps », ajoute une autre doctorante. Aussi, aujourd'hui, dans la procédure de recrutement, cette catégorie se retrouve, de fait, exclue parce que les doctorants en question sont affiliés à la Caisse nationale des retraites (CNAS).

Sans désespérer, ils attendent encore que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique corrige cette injustice. Des démarches sont actuellement en cours pour trouver une solution à ces nombreux cas d'exclusion d'un droit inaliénable d'étudiants qui ont choisi de rester dans leur pays au lieu d'aller faire profiter des pays étrangers. L'appel de ces universitaires exclus d'un emploi avec leur diplôme supérieur à l'université s'adresse au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

L'espoir est encore grand que les choses soient corrigées dans un avenir pro-



Cette catégorie représentée par de nombreux cas attend encore une solution définitive

che. Aller chercher un emploi ailleurs pour faire vivre sa famille ne peut pas être considéré comme une raison d'exclusion des doctorants qui ont passé leur jeunesse à étudier et qui ont fait le choix de rester dans leur pays.

Cette exclusion est d'autant plus aberrante car l'université fait encore appel à des vacataires. Ce qui signifie

que le besoin en postes d'emploi existe toujours et qu'il suffit d'une simple décision du ministère de tutelle pour intégrer définitivement cette catégorie et leur permettre enfin de servir l'université algérienne au lieu de les contraindre à aller proposer leur savoir-faire à d'autres pays.

K.B.

SANTÉ ET MODE DE VIE SAIN

Semaine de sensibilisation à Tizi Ouzou

DES ACTIVITÉS se tiendront avec la participation des personnels médicaux exerçant dans les structures locales.

■ KAMEL BOUDJADI

La direction de la Santé de la wilaya de Tizi Ouzou a organisé lundi une journée de sensibilisation sur la thématique du mode de vie pour une santé pour tous. Abrisée par la Maison de la culture Mouloud Mammeri située dans le centre de la ville des Genêts, cette manifestation a vu la participation des services de la wilaya à sa tête le wali, Djilali Doumi, les responsables du secteur de la santé ainsi que d'éminents spécialistes qui ont présenté des communications tournant sur le même thème.

Notons que la wilaya, à l'instar de tout le pays, organise une semaine, sous l'égide du ministère de la Santé pour la sensibilisation sur l'importance du mode de vie sur la santé des individus. Attendue entre les journées du 15 et du 21 avril, la semaine connaîtra un programme très riche. Des activités se tiendront à travers toutes les communes avec des conférences, des actions de sensibilisation avec la participation des personnels médicaux au sein des structures de santé locales. Une semaine pour sensi-



Prévenir vaut mieux que guérir

biliser les citoyens sur l'importance des gestes et des habitudes quotidiennes sur la santé de l'individu. L'occasion a ainsi été à l'annonce, par le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, de la réalisation de centre référence Mère-enfant dans toutes les wilayas. Un projet qui fait partie intégrante des priorités des plus hautes autorités du pays, a-t-il assuré, lors de l'ouverture, avant-hier lundi, de la semaine

de prévention dans la wilaya de Boumerdès. Cette semaine sera marquée par l'organisation de caravanes de sensibilisation qui silloneront les villages, d'expositions, de conférences-débats et des campagnes de dépistage de plusieurs maladies à travers les centres de santé de proximité. Les actions de sensibilisation animées par tout le personnel médical dans toutes ses déclinaisons, médecins, infirmiers et

autres, traiteront de toutes les thématiques inhérentes à la santé des populations. La Maison de la culture Mouloud Mammeri de la ville de Tizi-Ouzou est la première institution à entrer dans l'arène et elle sera massivement suivie au courant de la semaine en cours à travers toutes les communes.

Le thème est d'une très grande importance. Le mode de vie impacte grandement notre

santé. Chose pour laquelle, on doit être très prudent dans l'adoption de nos réflexes quotidiens en ce qui concerne notamment l'alimentation. L'alimentation est en effet un facteur majeur de la santé des individus. C'est pourquoi, les gens doivent être sensibilisés sur la nature des aliments qu'ils consomment quotidiennement. La santé est très interconnectée avec la qualité de vie. Surveiller son alimentation n'est toutefois pas l'affaire du citoyen mais aussi des organismes concernés. Le contrôle de la qualité est une exigence absolue pour préserver la santé des citoyens. Et, c'est enfin, ce chapitre du contrôle des produits de consommation qui fait hélas défaut dans notre pays. Si les services concernés sont constamment au aguets dans les circuits commerciaux, il n'en est hélas pas de même dans le contrôle du traitement des produits agricoles. Les produits phytosanitaires utilisés ne sont pas suffisamment contrôlés d'où les quantités inconnues et incontrôlées de produits chimiques contenus dans les produits agricoles que nous consommons chaque jour.

K.B.

MERS EL KEBIR

Un réseau de 9 malfaiteurs tombe

ILS VOLAIENT le fer de l'ancienne mine.

■ WAHIB AIT OUKLI

Les éléments de la Gendarmerie nationale viennent de traiter une affaire inédite qu'ils ont d'ailleurs tirée au clair en cernant rapidement ses tenants et ses aboutissants. Cette affaire implique 9 individus. Arrêtés et présentés par-devant le parquet près le tribunal d'Aïn El Türck, les mis en cause sont poursuivis pour des chefs d'inculpations liés à atteinte à l'économie nationale. «Les accusés ne trouvaient rien de mieux à faire que de spolier le fer de cette mine», est-il relevé dans le rapport de l'enquête de la Gendarmerie nationale.

Les enquêteurs ont été explicites en détaillant les faits qu'ils ont résumés par le fait que les mis en cause spoliaient le fer de cet ancien gisement. En la synthétisant, cette affaire, qui sort totalement de l'ordinaire, porte la signature d'un dépassement perpétré par les mis en cause contre une ancienne mine de fer située dans la commune de Mers El Kebir, localité située dans le nord-est du golfe d'Oran. Et ce n'est pas tout.

La mine ciblée est un site historique qui est proposé pour être classé en tant que patrimoine culturel national. Cette histoire a commencé lorsque les gendarmes, en patrouille et attirés par un fait non moins anodin ayant de surcroît alimenté leurs suspicions, ont immobilisé deux camions à bennes transportant un important chargement de fer depuis l'ancienne mine relevant de Mers El Kebir dans la daïra d'Aïn El Türck. Les mêmes gendarmes ont, sur le champ, ouvert une première note d'information qui a été révélatrice et servi de décliné pour tirer au clair cette affaire peu ordinaire.



Ils ne séviront plus !

En passant au crible ledit chargement, ils ont, sur place, conclu qu'ils ont eu à traiter une affaire tout aussi intrigante et peu ordinaire. De prime abord, les mêmes gendarmes sont tombés face à face avec une cargaison de 12 tonnes de fer chargés de cette ancienne mine de Mers El Kebir. Compte tenu de l'ampleur de cette affaire, les mêmes enquêteurs n'ont pas lâché du lest dans le vaste front d'investigations qu'ils ont enclenché, ce dernier a été sanctionné par des révélations tout aussi gravissimes. Il s'agit d'un réseau spécialisé qu'ils ont décapité, les membres le composant avaient pour habitude d'exécuter leur forfait contre un bien public et de surcroît connaissant parfaitement les lieux pour lesquels ils «rendaient visite» en opérant leurs coups. Ce n'est pas tout. En opérant leurs « descentes », les mis en cause empruntaient des chemins discrets leur permettant de rallier discrètement le lieu de leur larcin. Il s'agit de

la route, difficile mais praticable, rattachée à un parking servant de stationnement qui est toutefois de droit privé. Les gendarmes ont, de prime abord, arrêté un premier individu avant qu'ils ne procèdent à l'interpellation du reste du réseau composé de 9 autres personnes âgées entre 30 et 35 ans, toutes originaires de la wilaya d'Oran. Ils ont, par ailleurs, procédé à la saisie d'un équipement de creusage servant dans l'extraction de la matière recherchée, le fer. Ayant cerné toute l'affaire en rapportant les faits qu'ils ont relevés, les mêmes gendarmes ont présenté les 9 individus en question devant le parquet du tribunal d'Aïn El Türck, ces derniers font désormais l'objet de poursuites judiciaires dont les chefs d'inculpations ont trait à la constitution d'une bande de malfrats, vol à la faveur de plusieurs éléments qui se sont réunis, destruction volontaire d'un bien culturel public proposé au classement.

W.A.O.



Ooredoo marque la journée nationale du Savoir «Yom EL Ilm»

Entreprise promotrice du savoir et de l'éducation, Ooredoo commémore la journée nationale du savoir «Yaoum el Ilm», célébrée le 16 avril de chaque année en hommage au célèbre érudit Algérien Abdelhamid Ibn Badis. Cette célébration offre une opportunité précieuse de souligner l'importance cruciale de l'éducation, du savoir et de l'apprentissage, tout en rappelant les multiples initiatives déployées par Ooredoo et ses partenaires en faveur de la promotion du savoir. A cet effet, Ooredoo s'est engagée depuis 2006 dans des projets conjoints avec l'Association d'alphabétisation IQRAA, tant dans la promotion du savoir que dans la lutte contre l'analphabétisme. Ce partenariat stratégique s'est matérialisé à travers de nombreux projets, notamment par sa contribution financière pour l'acquisition des équipements pédagogiques et technologiques aux Centres d'Apprentissage et de Formation et d'Insertion de la Femme (AFIF) d'El Khroub (Constantine), de Temacine (Ouargla), de Ouled Yahia Khadrouche (Jijel), de Tizi Ouzou, de Ain Bessam à Bouira et plus récemment celui de Béchar inauguré en janvier 2023. Aussi, Ooredoo et l'association IQRAA ont instauré en 2013 le Prix Ooredoo d'Alphabétisation, qui en est à sa cinquième édition. D'autre part, Ooredoo s'est engagée depuis son installation en Algérie dans des projets éducatifs visant à promouvoir le savoir, notamment par le lancement, en collaboration avec le Haut Conseil de la langue Arabe (HCLA), du premier dictionnaire arabe en ligne, qui représente une initiative pionnière à l'échelle mondiale. De plus, Ooredoo a accompagné des universités algériennes dans la reconnaissance des étudiants les plus performants et les majors de promotions dans diverses spécialités lors des sorties de promotions de fin d'année.

BOUIRA

Une wilaya au charme inexplicable

LA WILAYA n'est plus qu'à une petite heure de la capitale, depuis que l'autoroute la traverse sur 101 km.

■ ALI DOUIDI

Quand plusieurs ministres se suivent à des intervalles très rapprochés, cela donne, pour s'essayer à la métaphore, une belle brochette de ministres, et par voie de conséquence, à la wilaya hôte, le sentiment d'un privilège considérable. Et cet honneur, et ce privilège a, en apparence, une explication. Il en a même deux. La wilaya de Bouira n'est plus qu'à une petite heure de la capitale, depuis que l'autoroute la traverse sur 101 km. Un ministre peut donc, en se rendant chaque matin à son travail, mettre les jours où il y a de l'encombrement sur sa route, presque autant de temps qu'en effectuant une visite à Bouira. Question, donc, de disponibilité, plutôt que d'éloignement.

La seconde raison pour laquelle un ministre peut se rendre dans la wilaya de Bouira, ce sont les ambitieux programmes de développement dont elle a bénéficié et qui demandent un suivi rigoureux et régulier afin d'en lancer d'autres. Bouira ambitionne, en effet, de devenir une banlieue de la capitale. Et quand on voit les progrès qu'elle réalise dans de nombreux domaines, comme l'industrie, le commerce, l'agriculture et l'urbanisme, on se dit, aux regards des efforts qu'elle fait, que cela reste très probable.

Pour nous, qui, facilement influençables, subissons l'ascendant de cette ville qui l'avions connue pauvre et la regardons sous l'angle des formidables transformations qu'elle a subies en une vingtaine d'années, il existe une troisième raison : ceux qui ont goûté aux charmes inexplicables de cette ville ont du mal à l'oublier.

Quoi qu'il en soit, voilà notre brochette de ministres levant le voile en direction de cette ville dressée, ainsi que Rome sur ses collines, rayonnante comme un astre, et conquérante comme une armée sous un bon général, lorgnant, «urbanistiquement», de tous les côtés pour décider de la direction à prendre. Mettre nos pas dans les leurs pour les suivre dans leurs déplacements et tâcher de comprendre leurs objectifs devient dès lors un devoir.

Redorer le blason d'un secteur terni

Si on pense au secteur de l'éducation, en lisant le sous-titre, on n'aura pas tort. Il n'a pas seulement souffert de la décennie noire et des nombreux actes de sabotage qui l'ont visé, ainsi que les deux années de confinement et de semi-confinement imposées par la pandémie de Covid-19.

Le secteur a gardé longtemps les séquelles de plusieurs années de gabegie où la responsabilité était partagée entre l'administration, les enseignants, les syndicats et les parents d'élèves. S'il s'en sort, aujourd'hui, c'est grâce à une



politique qui place l'intérêt de l'élève au-dessus de tous les autres. Cette entente se traduit par la volonté des quatre principaux acteurs concernés d'unir leurs forces pour un seul objectif : la réussite. L'État a mis au point des programmes ambitieux et des moyens matériels à la hauteur des enjeux, les syndicats et les parents d'élèves ont adhéré à fond à ces programmes, et les résultats ne se sont pas fait attendre.

Le ministre, ce lundi matin du 25 mars, s'est fixé pour objectif d'inaugurer le groupe scolaire situé aux 338 Logements, baptisé du nom d'un moudjahid. Charmé par l'accueil qui lui a été réservé, il a marqué plus de temps dans cet établissement. Mais il y avait eu plus que la chorale chantée par de tout jeunes enfants, le discours de bienvenue et la biographie du défunt moudjahid pour le retenir. Il y a eu surtout, comme on se doute bien, la présentation de la situation relative aux projets réalisés ou en cours et aux équipements, au personnel enseignant et aux effectifs scolaires au niveau des trois paliers. Les structures d'accueil pour tout ce monde se composent de 557 écoles primaires, de 131 CEM et de 61 lycées. Dans le cadre de l'amélioration des conditions scolaires, les établissements du primaire ont bénéficié de 1 754 500 000 DA, ceux du moyen de 222 500 000 DA et ceux du secondaire, de 149 700 000 DA. Les opérations de réhabilitation ont concerné 16 lycées et 2 CEM, celles des équipements, 17 lycées, 16 CEM et 13 écoles primaires, tandis que la Dal, pour sa part, équipait 192 écoles primaires. Ce programme est de 2023 et le montant global octroyé dans ce cadre est de 131 874 000 DA. On pourrait continuer longtemps à parler des réhabilitations et des équipements et à fournir à ce sujet des chiffres, puisqu'il restait le programme partiel et celui de l'année 2024. Au sujet de la prochaine rentrée, dont les préparatifs ont déjà pris fin, le minis-

tre a annoncé, à l'échelle nationale, pour la prochaine rentrée, 657 nouveaux établissements (571 écoles primaires, 179 CEM et 97 lycées), et 428 nouvelles cantines. Le montant global alloué à cet effet, est estimé à 3 465 859 388,85 DA.

Pour que relise de nouveau la culture

Sans cesse annoncée et sans cesse démentie, s'il était une visite qui s'était tant désirée c'est assurément celle de la ministre de la Culture. Et le fait qu'elle soit tombée soit jeudi et trois jours après celle du ministre de l'Éducation et trois jours avant celle du ministre de l'Hydraulique, cette visite là n'a rien eu à envier en matière de popularité à la précédente, comme à la suivante. À tel point que Mme Soraya Mouloudji, arrivée vers neuf heures du matin au salon d'honneur où elle a été reçue n'en était repartie, sa visite terminée, que le lendemain matin. Venue surtout pour inaugurer l'école régionale des beaux-arts, à Bouira, elle s'était portée dans quatre dairas, où elle a inauguré ou inspecté un projet ici, un autre là, et pris dans chaque halte un bain de foule. À Bouira, elle a inauguré un théâtre de plein air et cette fameuse école régionale qui recevra l'année prochaine quelque deux cents étudiants. À la bibliothèque moderne de Aïn Bessem, où dans le hall trônent différents portraits, ceux, entre autres de Djamel Amrani, de l'académicienne Assia Djebar, de Rabia Djelti, la visiteuse a pris également le temps de tout voir et de tout apprécier. Mais, c'est à Sour El Ghoulane que la visite a pris une tournure folklorique avec l'association Auzia, et ce, dès la porte d'Alger. La ministre avait l'air d'être entrée dans une machine à remonter le temps qui l'aurait propulsée au temps d'un des douze Césars. Et c'est tout juste si nous ne l'avions pas vue, dame de haut rang, vêtue d'une tunique et de sandales à la manière des Romaines, et escortée de ses

gardes. La ville conserve un air d'authentique cité romaine. Dans les rues, sur les places publiques, le temps semble s'être figé. Cette haute muraille avec bastions, restaurée à grands frais, les quatre portes (la quatrième construite récemment) en forme d'arcs de triomphe accentuent encore cette impression tenace d'antiquité. Et cette ambiance d'un autre temps qui s'accroche aux murs qu'elle imprègne d'une sorte d'intemporalité déteint aussi sur les esprits. Si l'on avait l'âme d'un grand romantique, en franchissant la porte nord, qui regarde vers Boussaâda, on croirait voir, au loin, des gazelles broutant tranquillement l'herbe grasse ou s'abreuvant à quelque source jaillissant de dessous une roche.

Quand Mme Mouloudji quitta, non sans efforts ni regret, sans doute, tant l'attrait vers ce passé lointain est si puissant, quand elle quitta ces vestiges, pour la mosquée El Attik, le temps avait à peine bougé. On était avec ces vestiges romains d'un ou deux siècles avant Jésus Christ. On est avec cette mosquée ottomane, en 1660 environ. De l'époque romaine, puis, ottomane, la ministre de la Culture a atterri à M'Chedallah où elle a inauguré une salle de cinéma récemment réhabilitée. En retournant à Bouira où elle a passé la nuit à l'hôtel parc AB avec son équipe, elle a renoué totalement avec le présent.

Le fin mot du ministre

Arrivant à Bouira, trois jours après la visite de la ministre de la Culture, alors que c'était le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales qui était attendu en principe, Mustapha Kamel Mihoubi a eu également une journée chargée, puisque, arrivé chez nous dimanche matin, il n'en est reparti que tout à fait vers le soir. Intervenant après le wali et la directrice de l'hydraulique qui ont présenté un état des lieux exhaustif de tout ce qui a

été réalisé ou en cours de réalisation, le ministre a défini sa stratégie en deux mots pour sortir de cette crise endémique liée à l'AEP et à l'irrigation. Pour l'AEP, il a annoncé deux grands projets qui devraient normalement enrayer cette situation de crise : le dessalement de l'eau de mer dont l'apport bénéficiera aux deux barrages, celui de Koudiet Acerdoune, d'une capacité de 640 millions de m³ et qui peine alors à franchir la barre de 40 millions, et celui de Tilzdit, de 170 millions de m³. Mieux alimenté en eaux pluviales, ce dernier affiche un taux de remplissage estimé à 70 millions de m³. Les deux projets annoncés permettront de faire venir de l'eau dessalée de la station de dessalement de Boumerdès et d'Akbou, dans la wilaya de Béjaïa. Les apports de la station de dessalement de Boumerdès, estimés à 50 000 m³/J iront renflouer le barrage de Koudiet Acerdoune et les

30 000 m³/, en provenance de la station d'Akbou, iront se jeter dans le barrage de Tilzdit pour en relever le niveau. D'autres apports provenant des nappes souterraines et des sources sont également sollicités, et la visite du ministre a consisté en l'inauguration de nombreux projets et au lancement d'autres. Pour l'utilisation des eaux usées à des fins d'irrigation, il a misé sur la remise en service des trois stations d'épuration existantes à Bouira (2), et à Sour El Ghoulane. Les deux premières s'occuperont de fournir des eaux usées épurées pour les 5 800 hectares dans la plaine d'El Esnam, et la troisième servira à irriguer les 2 200 hectares situés dans la plaine des Arribs, à Aïn Bessem. La quatrième à l'état de projet encore viendra en renforcement à cette dernière. Il s'agit, selon le ministre, de faire en sorte que l'agriculture aille de pair avec le secteur de l'hydraulique. Et parlant des deux secteurs, dont il a souligné à ce propos la priorité, et des efforts de l'État pour que le citoyen n'ait jamais à manquer d'eau en toute saison, ni les périmètres irrigués d'eaux usées épurées, le ministre, s'adressant à la cantonade, mais surtout à la responsable de l'hydraulique a dit, tout en appuyant sur son propos : « Je veux du concret. »

En définitive, cinq ministres avaient précédé ces trois-là en 2023 : le ministre de la Justice en février, le ministre de l'Industrie en mars, celui des Moudjahidine en mai et ceux de l'Intérieur et de la Solidarité nationale qui avaient manifesté leur solidarité aux côtés des familles sinistrées lors des incendies en juillet. Cette attente pour notre wilaya s'explique de deux façons : l'importance considérable de ses richesses et la beauté intrinsèque de ses sites touristiques.

A.D.

ÉQUIPE NATIONALE

Sports
MOUMEN AIT KACI ALI

MAHREZ DE RETOUR EN JUIN

● LA SÉLECTION A BESOIN DE SON CAPITAIN, PETKOVIC DÉCIDERA

Annoncé, on ne sait pour quels desseins, parti en retraite, le capitaine d'équipe des Verts, Riyad Mahrez, n'a jamais prononcé une telle décision. L'ancien Ballon d'or africain (2016), est selon une source sûre, décidé à continuer l'aventure avec la sélection, et accompagner ses camarades dans cette course pour une qualification au prochain Mondial 2026. Une bonne nouvelle qui vient rassurer le driver de l'EN, Vladimir Petkovic. Ce dernier, compte beaucoup sur l'apport du joueur d'Al Ahli de Djeddah pour donner plus de solidité à son groupe lors des prochaines échéances, difficiles et décisives pour l'avenir immédiat de l'Équipe nationale.

À vrai dire, son départ, n'arrange personne. Le nouvel entraîneur des Fennecs, Vladimir Petkovic, a été d'ailleurs, on ne peut plus clair au sujet du retour de Mahrez en sélection. Interrogé lors de sa dernière conférence de presse en mars, l'ex sélectionneur de la Suisse, a répondu : « Mahrez est notre capitaine il a demandé à être dispensé de ce stage du mois de mars et nous avons pris acte, on en parlera encore et il n'y a de raisons pour qu'il ne revienne pas... ». Une réponse pourtant très claire et qui ne signifie en aucun cas, que l'ex-joueur de Manchester City, a mis un terme à sa carrière internationale. Sauf, dans l'esprit de certains factieux, qui souhaitent peut-être l'élimination de Mahrez de la sélection pour des raisons qu'on ignore.

Sur le plan sportif, le natif de Sarcelles est irréprochable comme l'attestent bien ses statistiques, depuis son arrivée en 2014 en équipe d'Algérie. En effet, L'un des grands artisans du second sacre continental algérien en Égypte en 2019, Riyad Mahrez, est considéré comme l'un des meilleurs joueurs de l'histoire de l'Algérie indépen-

dante. Ses chiffres en club, et aussi en sélection sont formelles et font de lui un choix inéluctable pour le sélectionneur national Vladimir Petkovic. Il est vrai que ses récentes prestations, à l'image de l'ensemble de ses c a m a r a d e s



Ses statistiques en sélection sont formelles

Considéré comme l'un des meilleurs joueurs algériens toujours en exercice, Mahrez dont les chiffres en club et en sélection sont formels, font de lui un choix inéluctable pour le sélectionneur national.

Absent donc du dernier stage des Verts, Riyad Mahrez, a bel et bien eu une discussion franche avec le sélectionneur national à propos de son avenir en sélection, le mois de mars passé. S'il avait bien demandé un break pour se remettre de sa grosse déception de la CAN 2024, Mahrez n'a, à aucun moment, exercé une quelconque pression sur l'entraîneur national. Bien au contraire, « Riyad est prêt à honorer sa convocation le mois de juin prochain », si bien entendu le driver de l'EN Vladimir Petkovic, décide de faire appel à lui.

En d'autres termes, la balle est dans le camp du coach Petkovic. Si ce dernier estime que le Ballon d'or africain algérien toujours en exercice, peut ramener le plus escompté en attaque, la présence de Mahrez pour les deux prochains matchs face à la Guinée et l'Ouganda, comptant pour la 3e et 4e journée des éliminatoires CM 2024, sera bien effective.

Un retour naturel chez les Verts

Pour sa part, Riyad Mahrez, a signifié à ses proches qu'il n'avait jamais l'intention « de laisser tomber la sélection nationale ». Riyad a évoqué même son retour dès le mois de juin prochain. « Si le coach m'appelle, je serai là ! Il n'y a aucun doute là-dessus », confiera le joueur d'Al Ahli Saoudi à l'un des ses proches, à ce sujet.

L'entraîneur adjoint de l'Équipe nationale Nabil Neghiz, a aussi été abordé à propos du retour de Mahrez, le mois de juin prochain. Voulant savoir si Petkovic avait exigé des excuses de la part du capitaine des Verts avant de pouvoir reprendre sa place parmi ses camarades en sélection, Neghiz déclarera : « Il n'y a rien de cela. Mahrez est un joueur de l'Équipe nationale et son retour se fera naturellement », dira donc Neghiz. Une réponse qui refroidit les comploteurs, avides de créer des problèmes là où il n'y en a pas. M.A.K.A

d'ailleurs, ne sont pas assez impressionnantes mais Riyad demeure tout de même le meilleur passeur de l'histoire de l'Équipe nationale et le deuxième meilleur buteur de la sélection avec 31 buts, derrière Tafouet 36 et Islam Slimani 45.

FESTIVAL DES SPORTS
D'ALGERLa première édition
du 25 au 27 avril

Cinq sites dans la wilaya d'Alger ont été réquisitionnés pour abriter la première édition du Festival des sports, prévu du 25 au 27 avril courant, a appris l'APS lundi auprès des organisateurs. Il s'agit des Sablettes d'Hussein Dey, Bab Ezzouar, Oued El Harrach, le Parc zoologique de Ben Aknoun et le Parc Dounia, avec différentes activités sportives dans chaque site.

Le plus gros des activités aura lieu aux Sablettes, notamment la série de jeux traditionnels, appelée « Les Jeux d'autrefois », prévue les 25, 26 et 27 avril, ainsi qu'une course pédestre, appelée « Course des hironnelles », qui aura lieu le 26 avril.

Plusieurs activités marines sont également prévues aux Sablettes, notamment : un Aquathlon Swim & Run (25 avril), un triathlon juniors, Elite et Master (le 26 avril) et un duathlon, le 27 avril, destiné uniquement aux jeunes de moins de 13 ans et aux jeunes de moins de 15 ans.

Le Parc zoologique de Ben Aknoun quant à lui abritera le Trail des Mouflons d'or, prévu le 26 avril, sur une distance de 16,5 kilomètres et dont le coup d'envoi sera donné à 7h00 du matin selon les organisateurs.

Ce Festival des sports est organisé entre autres par la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Alger (DJS) et la Ligue algéroise d'athlétisme (LAA).

MC ALGER

Hadj Redjem défend Belaïli

Fortement critiqué par un ancien joueur du club algérois, devenu consultant, l'attaquant du MC Alger, Youcef Belaïli, a vu son président Hadj Redjem prendre sa défense, à travers une publication sur les réseaux sociaux.

Saïd MEKKI

Le joueur du MC Alger, Youcef Belaïli, est très connu pour son caractère de mauvais perdant et surtout, pour ses comportements antisportifs dont son geste obscène envers le public lors du match du début du mois de mars dernier face à l'ES Sétif (1-0), ainsi que son dernier geste face à la femme-arbitre, Ghada Mahat lors du match de son équipe face au WA Tlemcen. Ce dernier geste très condamnable, a été très critiqué par les Algériens sur les réseaux sociaux.

Réagissant à ces critiques, c'est le président du Mouloudia d'Alger, Hakim Hadj Redjem qui a défendu son joueur, surtout, notamment contre cette réaction de l'ancien joueur du Mouloudia d'Alger Mustapha Maza. Ce dernier, a critiqué vivement le geste de Belaïli, tout en faisant, allusion à l'indulgence des responsables du club. Maza a, entre autres, fait la remarque suivante : « De grands joueurs sont passés par ce grand club et ils n'ont jamais eu un tel comportement. Je n'en veux pas à Youcef...il a trouvé au MCA des gens qui acceptent tout de sa part... ». Hadj Redjem répond donc indirectement à Maza que « Le Mouloudia a toujours compté sur ses enfants pour le hisser et non pas sur ceux qui l'aiment quand ils sont dans le club. Je leur dis que leurs tentatives de déstabiliser l'équipe sont vaines. Je leur pose cette question. Ou étiez-vous lorsque le Mouloudia d'Alger vivait des années noires ? ». Une réponse sèche qui se veut comme prise de parole de la part de Hadj Redjem pour stopper ses attaques contre Belaïli qui visent peut-être bien la déstabilisation du doyen des clubs algériens, en passe de remporter un doublé attendu par ses fans, depuis plusieurs décennies.



Youcef Belaïli n'est pas l'exemple à suivre pour les jeunes footballeurs

Encore faut-il juste rappeler la dernière sanction de la Ligue de football envers Belaïli au début du mois de mars lui infligeant six matchs de suspension. À la suite de son exclusion lors du match perdu face à l'ES Sétif (1-0) pour « cumul de cartons pour contestation de décision et comportement antisportif envers

un officiel de match, suivi d'un geste obscène envers le public ».

Par la suite, et précisément le 19 mars dernier, Youcef Belaïli a vu sa suspension de six matchs dont quatre fermes être réduite à trois.

Un appel du MC Alger et un message d'excuses du joueur ont fini par convaincre la commission des recours de la FAF de réduire la sanction d'un match.

Le joueur en question a réagi par la suite en faisant son mea culpa et c'est ainsi que la commission des recours de la FAF a décidé de réduire la suspension d'un match. Ce qui fait que Youcef Belaïli a purgé l'intégralité de sa « punition » lors du match de son équipe face à l'ES Ben Aknoun pour le compte de

la mise à jour de la 17e journée de la Ligue 1 Mobilis.

Belaïli a rejoué donc le dimanche 24 mars lorsque son équipe a battu la JS Saoura (1-0) en championnat, à Béchar où il a même marqué le but de la victoire. Là, il faut bien faire remarquer que les responsables de cet historique et très grand club algérien se doivent de réagir avec fermeté contre toute indiscipline d'un de leurs joueurs quel qu'il soit, pour préserver cette image de « club prestigieux devant servir d'exemple en matière de fair-play », pour ne pas voir d'autres coéquipiers faire de même et prendre des suspensions gratuites, surtout qu'on est dans la phase retour décisive du championnat où les enjeux sont considérables.

S.M.

COUPE D'ALGÉRIE

Tirage au sort des demi-finales, aujourd'hui

La commission d'organisation de la coupe d'Algérie de la Fédération algérienne de football organisera, aujourd'hui, le tirage au sort des demi-finales de l'édition 2024 de l'épreuve populaire, à partir de 21h00 au siège de l'Eptv, 21 boulevard des Martyrs, Alger. C'est ce qu'a indiqué le dernier communiqué de la Fédération algérienne de football (FAF) sur le sujet. La même source a précisé que « Cette cérémonie sera retransmise en direct par l'Établissement public de télévision, diffuseur officiel de la coupe d'Algérie. » Il est important de rappeler que les équipes qualifiées pour cette étape des demi-finales de la coupe d'Algérie, saison 2023-2024 sont : ironie du sort ou caprice de Dame Coupe, les quatre équipes qualifiées pour cette avant-dernière étape avant la finale à savoir : CR Belouizdad ; CS Constantine, MC Alger et USM Alger, font, toutes parties, des clubs de la Ligue 1 Mobilis professionnelle. Ce qui fait que le plateau de ces demi-finales est véritablement alléchant, surtout que tout pronostic s'avère très diffi-

cile à admettre, tant ces clubs prestigieux partent avec une aura identique dans le football national. Ce qui les différencie du MCA et du CSC seront les plus en force sur les gradins des stades où se dérouleront ces demi-finales. À rappeler enfin que le CR Belouizdad est le premier club qualifié au dernier carré, après sa victoire aux tirs au but contre l'ES Mostaganem (4-2 / 3-3 AP), vendredi au stade Chahid Hamlaoui de Constantine. De son côté, le CS Constantine s'est qualifié en demi-finales de l'édition 2024 de la compétition, après sa victoire aux tirs au but contre l'ES Ben Aknoun (5-4). Le MC Alger est le troisième qualifié dans cette étape de la coupe d'Algérie suite à sa victoire, dimanche soir, face au WA Tlemcen en quart de finale (2-0). Enfin, le dernier qualifié à cette demi-finale sera connu à l'issue du match ayant opposé hier soir à l'heure où nous mettons sous presse, l'USM Alger à l'US Biskra, sur la pelouse du stade du 19-Mai 1956 à Annaba, à partir de 20h30.

S.M.

VOLLEY-BALL CHAMPIONNAT D'AFRIQUE
DES CLUBSL'ASV Blida domine le Club
Espoir de la RD Congo

Le club algérien de l'ASV Blida s'est imposé devant le Club Espoir de la RD Congo sur le score de 3 sets à 0 (25-20, 25-20, 25-13), en match comptant pour la 2e journée du groupe C du championnat d'Afrique des clubs de volley-ball 2024 (messieurs), disputé lundi au Caire.

C'est le deuxième succès des Blidéens dans le tournoi après celui obtenu, dimanche, contre les Rwandais de Gisagara VC 3 sets à 1 (18-25, 25-16, 26-24, 25-15).

Dans les deux autres rencontres de la poule C, disputées ce lundi, Prisons du Kenya a battu Gisagara VB du Rwanda (3-0), alors que Port autonome de Douala Cameroun s'est imposé au tie-break devant Rukinzo VB du Burundi (3-2).

À l'issue des matchs de la deuxième journée, l'ASV Blida se hisse à la pre-

mière place de la poule C avec six points, devant Port autonome de Douala (5 pts), Prisons (3 pts) et Rukinzo VB (1 point). Le Club Espoir et Gisagara VB ferment la marche avec zéro point.

L'autre représentant algérien dans le tournoi, le WA Tlemcen a décroché sa première victoire dans le groupe B, en s'imposant devant les Éthiopiens de Wolaitta SC sur le score de 3 sets à 0 (25-15, 25-17, 25-18). C'est le premier succès des Tlemceniens dans le tournoi, après la défaite concédée dimanche face aux Tunisiens du Mouloudia Bou Salem (tenants du trophée) sur le score de 3 sets à 0 (22-25, 23-25, 17-25).

Selon la formule de la compétition, les quatre premiers de chaque poule (A, B, C, D) se qualifient en huitièmes de finale.

PUB

VENTE - REPARATION HARD / SOFT

32, Rue Ahmed Ouaked, Dely Ibrahim, Alger
Email : alili.farid83@gmail.com
Tél : 0 796 030 214APPLE SOLUTION
DELY IBRAHIM

«1, 2, 3, VIVA L'ALJIRÈ !»

Pire que des masseuses de «hammam...»

Pour certains, actuellement, le Mouloudia Club d'Alger, est le «borgne au pays des aveugles». Certains fans des autres clubs algérois, le répercutent par dépit, ou simplement, par inopportune jalousie !



ABDELLATIF TOUALBIA

Depuis que le ballon rond fait plaisir à des millions de fans à travers la planète, il a existé un «front» de gens malintentionnés qui sont là, à dénigrer les gars qui s'occupent des affaires du foot. Il y a aussi les techniciens, les arbitres, délégués qui n'échappent pas aux tirs nourris de ces gars, de véritables parasites, bons à ne relever que ce qui ne va pas. Le problème est dans le fait que certains cadres et joueurs de foot, étaient de véritables fils de famille. Ils supportaient mal les critiques émanant de certains gars au niveau bien bas. Nous prenons le cas du seul «géant», Amara Charaf-Eddine, un grand cadre émérite-polyglotte, aux yeux clairs à souhait, pris à partie par, allez disons, et écrivons sans crainte, le terme, des va-nu-pieds ! Et les exemples sont légion. Il faut vite préciser que le monde du foot a régressé dans toute la planète. Et comme l'Algérie fait partie intégrante de la planète, il nous faut accepter cette malheureuse situation. Un autre exemple qui a été enregistré cette année encore, relève de l'utopie. En effet, la majorité des matchs du Championnat national se sont déroulés devant des parterres quasi vides, à part les évolutions du Mouloudia d'Alger, qui ont eu lieu devant un public record. C'est le «Mouloudia», un club qui court depuis un bon bout de temps derrière un trophée, mais sans «guide» réel ! Or, il semble que l'année 2023/2024, avec un entraîneur tout juste moyen, soit la bonne. Pour les sportifs sensés, le véritable objectif à atteindre, reste la course derrière la Ligue des Champions africaine. En attendant, les mauvais esprits qui ne reconnaissent rien au M C Alger, depuis des années sportives, aient marqué une pause, histoire de voir le Mouloudia, grandeur nature en éliminatoires des poules, en coupe africaine. Pour certains, actuellement, c'est le «borgne au pays des aveugles» !

Un professionnel n'insulte jamais un adversaire

Les fans des clubs algérois le répercutent par dépit, ou simplement, par jalousie ! Actuellement, les papotages se font rares, du seul fait que les fans sont constamment occupés à rechercher des poux dans les tronches de nos vaillants arbitres, et celles des membres de la FAF. Ça parle. Ça bavarde. Ça suppose. Ça fait des calculs pour ce qui est du titre de candidats au podium. Étant entendu que le titre, de champion d'Algérie, de la saison 2023/2024, est déjà attribué au MC Alger, sauf impossible miracle, inattendu accident, ou un moche truc comme on n'en voit qu'une fois tous les mille ans. Les journées de foot national s'égrènent inexorablement vers un verdict annoncé des mois plus tôt ! Il y a dans l'air, comme un ennui intrus, qui a forcé la porte, et s'est confortablement installé dans la planète «foot». Les bavards tirent de ces histoires à dormir debout. Pour le moment seuls le CR Belouizdad et le CS Constantine, tentent de rattraper le retard en points sur le leader. 12 points sur le CSC, et 14 sur le CRB, qui a deux matchs en retard ! Un CRB qui connaît pas mal de problèmes de «maintien de l'ordre à la maison», genre expulsion de Sofiane Bouchar, qui a intérêt à serrer la ceinture, pour rester maître de ses nerfs, s'il désire terminer la saison proprement. Un professionnel n'injure, ni n'insulte jamais un



adversaire, surtout en cette sacrée période «ramadhanesque, mois de la piété et de l'adoration d'Allah !»

Ouvrons une toute petite parenthèse pour dire deux mots sur certains «youtubers» qui franchement disent n'importe quoi, autour du définitif départ de Djamel Belmadi. L'histoire écrira ce qu'il s'est vraiment passé à l'issue de l'élimination des «Verts», en été, de la dernière coupe d'Afrique en Côte d'Ivoire ! De la rapide, pas «élection» mais «nomination» de Walid Sadi à la tête de la FAF, pour éliminer Djamel des effectifs des «fennecs», à la version des anti-Belmadi qui n'ont pu que savourer le juste et nécessaire «renvoi» du patron des échecs, le fan normalement constitué n'a jamais avalé ces deux versions.

La FAF comme une carpe filant entre deux eaux calmes

Comme tout a une fin, il était tout à fait certain, que pour les fans de Djamel Belmadi, la situation ayant pris d'énormes proportions incontrôlables, et donc, il fallait qu'il change d'air, pour un autre challenge, ailleurs, loin des magouilles et autres combines fatales pour l'EN ! Pour ceux qui étaient contre son maintien à la tête des «verts», on voulait voir sauter sa «tête», et SVP, à n'importe quel prix ! Les seconds ont certes, gagné le pari, mais l'EN était épargnée, et bien même, de tous ces remous. Entre-temps, les bobards n'ont pas cessé. Et en veux-tu, en voilà ! Le tout se déroulant en plein championnat. Un championnat si décrié, que les amateurs de foot propre, de beaux buts, de belles phases de jeu, de magiques feintes, d'irrésistibles dribbles, ont peu à peu déserté les gradins des stades, dont certains sont devenus d'authentiques coupe-gorges ! Il n'y a qu'à assister aux sorties de spectateurs désabusés, frustrés par, assez souvent un inattendu résultat, survoltés, et Annaba en est le dernier type, pour vous dégoûter à jamais, d'assister dorénavant à un match de football !

En face, la Fédération algérienne de football est muette, comme une carpe filant entre deux eaux calmes. Seuls les dirigeants chargés de la discipline sur et en dehors des stades, s'en tirent pas mal. Dans moins de deux mois, le football africain va reprendre ses droits, ses peurs, ses ruissellements de sueurs froides, ses

sifflets, ses angoisses, ses interrogations, et évidemment, ses tranchantes magouilles, et ses immanquables maudites, «coulisses». Le «peuple» ne voudra que les résultats, et out, la manière ! Les antitout, eux, continueront à chercher des

poux dans les têtes vides comme des coquilles ! La guerre se perpétuera entre les «masseuses de hammams», des masseuses qui n'ont rien d'autre à faire qu'à bavarder, bavarder, bavarder...

A.T.

PUB



Bienvenue chez Physio-Care,
votre oasis de bien-être
dédié à la santé physique et mentale

**DÉCOUVREZ NOTRE PALETTE
DE SERVICES EXPERTS:**

- Kinésithérapie pour une récupération optimale
- Massages thérapeutiques et relaxants pour apaiser le corps et l'esprit
- Soins du pied (podologie) pour prendre soin de vos pas
- Cupping thérapie (hidjama) pour une approche holistique
- Ostéopathie et acupuncture pour un équilibre durable.

Tous nos soins sont prodigués sous avis et supervision médicale, garantissant votre sécurité et confort.

Offrez-vous une pause bien-être chez Physio-Care, où votre santé est notre priorité.

0553 25 87 02
0672 47 19 42

Lotissements Said Hamline, BT 33,
1er étage, Hydra (Dernière Agence
de Sonelgaz Hydra)

physiocare Hydra

Rejoignez-nous
sur les réseaux sociaux :

Physio-Care Hydra
physiocare.Hydra1



LILLE

Jonathan David entretient le flou

Meilleur buteur du LOSC au XXI^e siècle, Jonathan David (24 ans) est, comme chaque année, annoncé sur le départ. Avec ses 16 buts et 2 passes décisives en 28 matchs de Ligue 1 cette saison, le natif de Brooklyn a toujours la cote sur le marché des transferts, mais son avenir n'est pas sa préoccupation, comme il l'a indiqué à *La Voix des Sports*. «Il me reste un an de contrat. Franchement, je n'y pense vraiment pas, même si les années précédentes, il y a eu des rumeurs. Je suis au LOSC et j'y reste jusqu'à temps que je signe un contrat dans un autre club. Pour moi, ça a toujours été pareil», a d'abord indiqué l'attaquant canadien, avant d'évoquer une éventuelle prolongation de contrat. «Je ne sais pas s'ils ont discuté avec mon agent ou pas. C'est plus après la saison que l'on va parler de ça. Il reste encore des matchs importants et je veux me focaliser sur ce qu'il se passe sur le terrain», a-t-il ajouté. Le mystère reste entier, même s'il a admis qu'il souhaitait jouer la Ligue des Champions.

BAYERN MUNICH

La mise au point sur le cas Tuchel

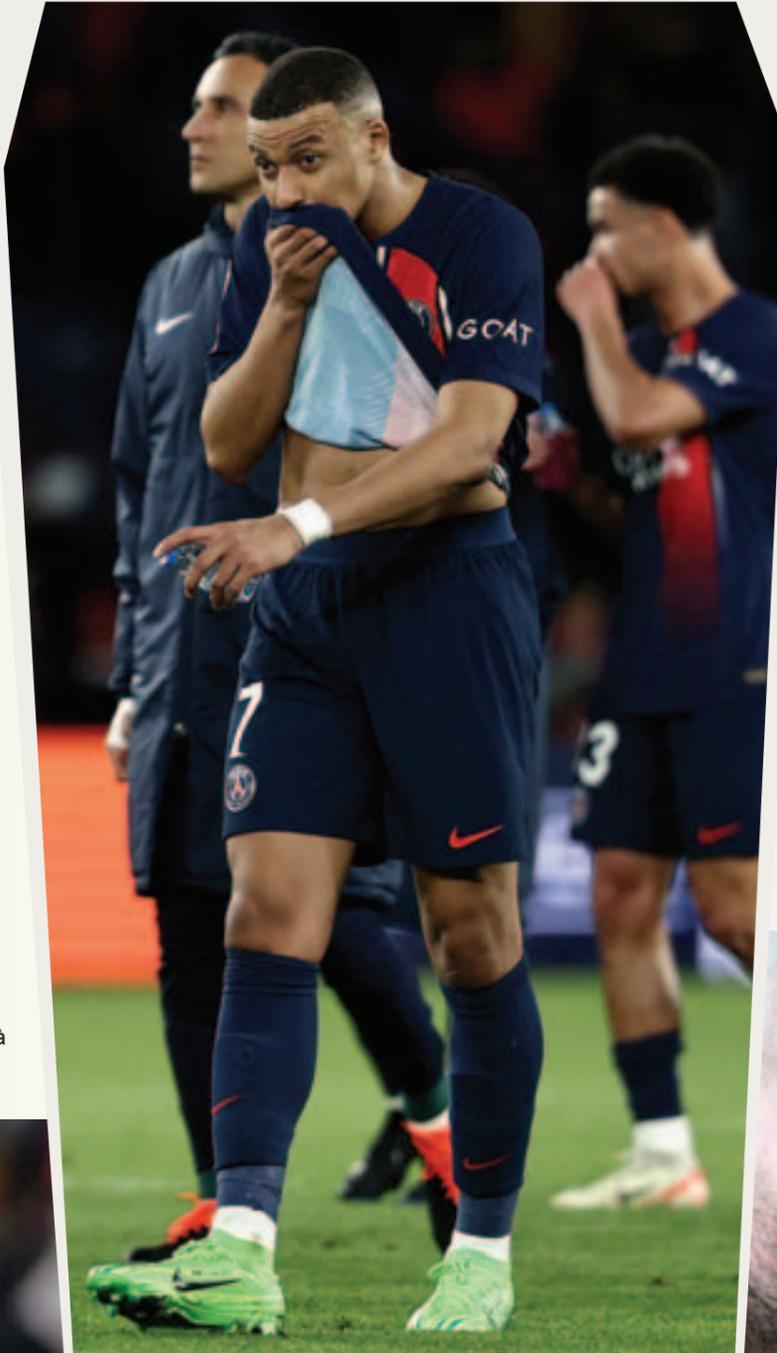
Le cas Thomas Tuchel est au cœur des débats au Bayern Munich. Alors que le Bayer Leverkusen a mis fin à l'hégémonie du Rekordmeister en Bundesliga, les dirigeants bavarois sont à la recherche d'un futur entraîneur pour la saison prochaine. Le nom de Xabi Alonso, entraîneur du B04, a vite été écarté, étant donné que le technicien espagnol va poursuivre l'aventure chez le néo-champion d'Allemagne. Le président, Herbert Hainer, n'est pas rancunier. «Xabi Alonso conviendrait à n'importe quel club dans le monde. Mais je n'ai pas été déçu parce qu'il n'a jamais dit qu'il



quittait Leverkusen. Aujourd'hui, on affirme que Xabi Alonso a rejeté le FC Bayern. Il a seulement annoncé qu'il respectait son contrat à Leverkusen.» En revanche, les résultats négatifs pourraient avoir raison de Thomas Tuchel. Une élimination en Ligue des Champions au stade des quarts de finale serait un nouvel échec pour le Bayern, et pour Tuchel. «Nous avons clairement indiqué notre plan : l'entraîneur [Tuchel] resterait jusqu'à la fin de la saison. Cela nous laisse suffisamment de temps pour chercher un successeur. Mais il n'est pas bon de poser des questions après chaque match : L'entraîneur sera-t-il encore là ? Que se passera-t-il si vous perdez contre Arsenal ? (...) Nous devons tout mettre en œuvre pour atteindre le grand objectif : les demi-finales», a ajouté Hainer.

BARÇA-PSG

Les joueurs parisiens ont vécu une sale soirée



A lors que le choc de Ligue des Champions entre le FC Barcelone et le Paris Saint-Germain s'est déroulé, ce mardi soir, au stade de Montjuïc, la tension était présente à Barcelone. Dans la journée de lundi, de nombreux supporters du Barça étaient présents devant l'Hôtel W, où séjournent les joueurs parisiens, pour accueillir les joueurs du PSG avec des insultes et huées.

Notamment dirigées contre Ousmane Dembélé, l'ex-Catalan qui avait célébré son but avec le PSG au match aller. Mais les supporters blaugranas ne se sont pas arrêtés là. Des pétards et des feux d'artifice ont été tirés dans la nuit à proximité de l'hôtel des Parisiens. Une forme de réponse aux événements survenus lors du match aller à Paris, où des pétards et feux d'artifice avaient également été allumés à côté de l'hôtel parisien où séjournait la délégation du FC Barcelone.

LIVERPOOL

Une nouvelle piste surprenante

Comme annoncé en janvier, Jürgen Klopp va quitter le banc de Liverpool l'été prochain. Si les Reds traversent une crise sportive, ces derniers jours, ils continuent d'explorer des pistes pour le poste d'entraîneur. Un nouveau nom présent sur la liste a été dévoilé, en l'occurrence Niko Kovac. En effet, le *Daily Mail* indique que les représentants de l'ancien coach de l'AS Monaco et du Bayern Munich se sont rendus à Londres récemment, pour sonder les clubs anglais. Kovac est considéré par les dirigeants de Liverpool comme une piste potentielle, mais aucun contact formel n'a encore été établi. Le Croate a été limogé par le VfL Wolfsburg le 17 mars dernier.



LIGUE 1

Gautier reconnaît plusieurs erreurs d'arbitrage

Le match entre l'Olympique Lyonnais et le Stade Brestois a fait jaser, surtout au niveau de l'arbitrage. Si les Gones ont remporté ce duel dimanche soir (4-3), plusieurs erreurs de Mathieu Vernice au sifflet ont été analysées par Antony Gautier, le directeur technique de l'arbitrage français. Ce dernier a reconnu sur France Bleu que deux faits de jeu sont défavorables aux Ty-Zefs, deux autres côté lyonnais. Le premier, est qu'un penalty aurait dû être sifflé à la 16' de jeu à la suite d'une main d'un



défenseur lyonnais. «La décision attendue était un penalty et une intervention de l'assistance vidéo si la décision n'était pas prise sur le terrain», a assuré Antony Gautier, avant d'évoquer la deuxième situation litigieuse. Alexandre Lacazette est fauché par Lilian Brassier, entraînant un coup franc et

l'ouverture du score par la même occasion. En revanche, l'attaquant français était en position de hors-jeu au moment où il reçoit le ballon. «La décision attendue était de sanctionner la position de hors-jeu de l'attaquant et donc de répondre par un coup franc indirect pour le Stade Brestois», confirme Antony Gautier. Concernant le carton rouge de Pierre Lees-Melou, le DTN n'a pas «vocation à intervenir» pour un éventuel retrait. Les Lyonnais n'ont pas été épargnés également. Le coup franc qui entraîne le deuxième but en faveur du Stade Brestois n'aurait pas dû être sifflé. «Cette main là (de Matic) n'était pas sanctionnable et n'aurait pas dû faire l'objet d'un coup franc en faveur du Stade Brestois», admet Gautier. Autant de décisions contestées, surtout par le Stade Brestois, qui ne manquent pas de faire réagir.

PRÉSENCE DE LA COALITION INTERNATIONALE EN IRAK

Washington et Bagdad vont «continuer à discuter du retrait»

FACE à de fortes pressions populaires, Bagdad avait repris, en février, les pourparlers avec Washington sur le retrait de la coalition. Le processus a été suspendu quand, le 28 janvier, une attaque de drone avait tué trois soldats américains en plein désert jordanien.

Le président américain Joe Biden et le Premier ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani ont déclaré lundi qu'ils continueraient à travailler au retrait de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis dans le pays. Leur rencontre à la Maison Blanche s'est déroulée dans un contexte de tensions croissantes au Moyen-Orient après que l'Iran, voisin et proche du régime irakien, a lancé une attaque aérienne inédite contre l'entité sioniste, grand «allié» des Etats-Unis. Joe Biden et Mohamed Chia al-Soudani ont discuté de «l'évolution naturelle» de la coalition «à la lumière des progrès significatifs qui ont été réalisés en dix ans» face aux terroristes, ont-ils déclaré, dans un communiqué commun. Ils ont toutefois souligné la nécessité d'examiner nombreux points tels que la menace persistante du groupe Etat islamique (EI), le soutien au fragile gouvernement irakien et le renforcement des forces de sécurité sur place. Les deux dirigeants ont affirmé qu'ils examineraient ces facteurs afin de déterminer quand et comment la mission de la coalition internationale en Irak prendrait fin», ont-ils affirmé. L'objectif des discussions est de parvenir à un accord bilatéral qui permettrait de maintenir certaines troupes américaines en Irak. Environ 2.500 soldats américains sont maintenus en Irak et 900 en Syrie, dans le cadre de cette coalition. Les forces américaines basées près de la ville d'Erbil, dans le nord de l'Irak, ont participé à la défense anti-aérienne



Le peuple irakien est indigné par les frappes américaines en plein Bagdad

d'Israël, en utilisant une batterie de missiles Patriot pour abattre un missile balistique irakien. «Je pense que tout ce que nous voyons aujourd'hui souligne l'importance, la valeur que nous attachons à la relation entre les Etats-Unis et l'Irak», a relevé lundi matin le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken à l'entame d'une réunion avec ses homologues irakiens, parlant d'un virage «à 360 degrés» de cette relation. Avant son départ samedi pour les Etats-Unis, le Premier ministre irakien avait lui souligné que «cette visite intervient dans un contexte délicat et sensible, que ce soit au niveau des relations bilatérales ou de la situation dans la région.

Face à de fortes pressions populaires, le gouvernement

irakien avait repris en février les pourparlers avec Washington sur l'avenir de la coalition. Le processus a été quasi-immédiatement suspendu quand le 28 janvier une attaque de drone avait tué trois soldats américains en plein désert jordanien, à la frontière syrienne. Car la visite de Mohamed Chia al-Soudani à Washington, la première depuis son entrée en fonction en 2022, survient en pleines tensions au Moyen-Orient avec l'agression barbare sioniste depuis le 7 octobre, qui a provoqué une catastrophe humanitaire dans la bande de Ghaza. Les forces américaines basées près de la ville d'Erbil, dans le nord de l'Irak, ont participé à la défense anti-aérienne d'Israël face à l'attaque iranienne, en utilisant

une batterie de missiles Patriot pour abattre un missile balistique. Joe Biden a dit lundi ne pas vouloir d'un embrasement régional tandis que le Premier ministre irakien a appelé toutes les parties à la retenue. Après la mi-octobre, en solidarité avec les Palestiniens de Ghaza, des groupes armés de résistance ont mené des dizaines d'attaques contre les troupes américaines en Irak et en Syrie. En représailles, Washington a mené plusieurs frappes contre ces factions. Oeuvrant à la désescalade, Bagdad et Washington ont lancé des pourparlers fin janvier pour discuter de l'avenir de la coalition internationale présente depuis 2014 en Irak comme en Syrie pour soi-disant combattre l'EI.

L'IRAN RÉPONDRA À «LA MOINDRE» ACTION DE L'ENTITÉ SIONISTE

Le MAE chinois Wang Yi multiplie les contacts

Le président iranien Ebrahim Raïssi a prévenu que «la moindre action» de l'entité sioniste contre les intérêts de l'Iran provoquerait «une réponse sévère». «Maintenant, nous déclarons fermement que la moindre action contre les intérêts de l'Iran entraînera certainement une réponse sévère, étendue et douloureuse contre tous ses auteurs», a-t-il averti. Raïssi a aussi dénoncé «le soutien aveugle de certains pays occidentaux au régime sioniste», «une cause de tension dans la région». Le vice-ministre des AE, Ali Bagheri, avait averti que, en cas de réplique, les autorités sionistes «devront s'attendre à un coup plus fort, plus rapide et plus immédiat». «Elles n'auront pas un délai de 12 jours», a-t-il dit. «En fait, la réponse ne se mesurera pas en jours ou en heures, mais en secondes». Le ministre des AE chinois, Wang Yi, a, lui, discuté au téléphone avec son homologue iranien, a rapporté hier *Chine nouvelle*. Hossein Amir-Abdollahian a estimé que le Conseil de sécurité des Nations Unies «n'a pas apporté la réponse nécessaire» et que «l'Iran a le droit à l'autodéfense en réponse à la violation de sa souveraineté». Il a toutefois assuré que l'Iran n'avait aucune intention de contribuer à une escalade. Wang a affirmé que Pékin «condamne fortement et s'oppose fermement à l'attaque» du consulat, la considérant comme une «violation sérieuse du droit international». «Il semblerait que l'Iran soit capable de bien gérer la situation et d'éviter à la région de connaître encore plus de troubles, tout en protégeant sa propre souveraineté et sa dignité», a estimé Wang, livre *Chine nouvelle*. Abdollahian a dit à Wang que toute nouvelle attaque sioniste déclencherait une riposte «décisive, immédiate et importante», mettant notamment en garde la Maison Blanche.

YÉMEN

Une situation critique

La situation critique du Yémen est de plus en plus liée à une dynamique géopolitique plus large, a déclaré lundi l'Envoyé spécial de l'ONU, Hans Grundberg, au Conseil de sécurité, alors que les tensions s'aggravent dans la région. Grundberg a souligné le besoin urgent d'une désescalade, mettant en garde contre les conséquences périlleuses de négliger la fragile stabilité du Yémen. «Nous ne pouvons pas risquer les chances de paix du Yémen et le fait que ce pays devienne un dommage collatéral», a-t-il déclaré. «Si nous laissons le processus politique du Yémen en attente et continuons sur cette voie d'escalade, les conséquences pourraient être catastrophiques, non seulement pour le Yémen, mais aussi pour la région», a-t-il prévenu. Dans un contexte de crise politique et sécuritaire prolongée, la situation humanitaire au Yémen reste désastreuse avec le retour du choléra et des niveaux de malnutrition sévères. La Directrice des opérations au Bureau des affaires humanitaires (OCHA), Edem Wosornu, face au Conseil de sécurité, a souligné que les Yéménites les plus vulnérables, notamment les femmes, les filles, les déplacés et les groupes marginalisés, continuent de dépendre de l'aide humanitaire. La faim et l'insécurité nutritionnelle devraient s'aggraver, mettant en danger des millions de personnes. Or, les efforts de secours sont entravés par un déficit de financement préoccupant pour le Plan 2024, financé à seulement 10%, malgré les efforts visant à rationaliser les opérations et réduire les demandes financières, d'où le besoin d'une action urgente pour combler le déficit.

ONU/CONSEIL DE SÉCURITÉ

Consultations sur la situation en Libye

Un rapport de la Banque mondiale publié en janvier estime que les dommages et les pertes causés par les inondations qui avaient fait ravage dans le pays, s'élèvent à 1,7 milliard de dollars, soit environ 3,6 % du produit intérieur brut de la Libye en 2022.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu hier une séance d'information publique, suivie de consultations à huis clos, sur la situation en Libye. Le représentant spécial et chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL), Abdoulaye Bathily, a fait le point sur les derniers développements dans le pays, dont les volets sécuritaires et humanitaires, entre autres. Le président du Comité des sanctions contre la Libye de 1970, l'ambassadeur Kazuyuki Yamazaki (Japon), présentait, de son côté, les activités du comité. Lors de la réunion, Bathily devait informer les membres du Conseil de l'impasse politique dans laquelle se trouve la Libye, qui persiste depuis le report indéfini des élections nationales libyennes qui étaient prévues pour décembre 2021. Dans ce contexte, les Nations unies et les acteurs nationaux ont

concentré leurs efforts sur la facilitation d'un accord sur une nouvelle feuille de route pour des élections nationales visant à unifier le gouvernement divisé du pays. Pour tenter de sortir de l'impasse, la MANUL a annoncé en novembre 2023 que M. Bathily avait invité les principales parties prenantes institutionnelles libyennes à une réunion afin de parvenir à un règlement des questions électorales contestées. Lors de la réunion, le chef de la MANUL devait également informer le Conseil de la situation en matière de sécurité en Libye. La situation humanitaire dans le pays devait également être au centre de la réunion. Un rapport de la Banque mondiale publié en janvier estime que les dommages et les pertes causés par les inondations qui avaient fait ravage dans le pays, s'élèvent à 1,7 milliard de dollars, soit environ 3,6 % du produit

intérieur brut de la Libye en 2022. Lors de la réunion d'information programmée dans la soirée d'hier, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, Abdoulaye Bathily devait également décrire les progrès accomplis sur la voie de la réconciliation nationale, qui est soutenue par l'Union Africaine (UA). Le 5 février, le Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye, présidé par le président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso, a tenu un sommet à Brazzaville, qui a débouché sur une déclaration finale saluant la récente décision du Comité préparatoire de la Conférence inclusive sur la réconciliation nationale - une entité de planification conjointe composée de représentants de l'UA et de la Libye et dirigée par le Conseil présidentiel libyen - d'organiser la conférence le 28 avril dans la ville de Syrte.

L'ENTITÉ SIONISTE PARLE DE «RIPOSTER» À L'ATTAQUE IRANIENNE

Les appels au calme se multiplient

APRÈS AVOIR fait front avec leurs alliés contre l'attaque iranienne, les Etats-Unis ont dit ne pas vouloir «d'une guerre étendue avec l'Iran», et prévenu qu'ils ne participeraient pas à une opération de représailles.

L'entité sioniste agit «une riposte» à l'attaque massive et sans précédent lancée par l'Iran, malgré les appels de nombreux pays, y compris son allié américain, à éviter une escalade dans une région déjà endeuillée par l'agression barbare sioniste dans la bande de Ghaza. L'Iran a pour la première fois lancé une attaque directe contre l'entité sioniste, en représailles à une frappe contre le consulat iranien à Damas, le 1er avril, frappe qui a tué sept membres des Gardiens de la Révolution dont deux généraux. L'armée sioniste va «riposter au lancement de ces si nombreux missiles de croisière et drones sur le territoire», a déclaré lundi soir le chef d'état-major, en visitant la base de Nevatim (sud) touchée par une frappe. Depuis dimanche, les appels se multiplient pour empêcher une riposte massive qui risquerait d'embraser davantage la région, déjà «au bord du précipice», selon le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

Après avoir fait front avec leurs alliés contre l'attaque iranienne, les Etats-Unis ont dit ne pas vouloir «d'une guerre étendue avec l'Iran», et prévenu qu'ils ne participeraient pas à une opération de représailles. Ensemble, avec nos partenaires, nous avons vaincu cette attaque» iranienne, a affirmé le président américain Joe Biden en appelant Israël à éviter une escalade et plutôt tenter d'œuvrer à un «cessez-le-feu» dans la bande de Ghaza. L'armée sioniste a bombardé dans la nuit de lundi à mardi Ghaza, après avoir affirmé que l'attaque iranienne ne la ferait pas dévier de ses objectifs dans l'enclave palestinienne, cible de son agression menée depuis plus de six mois.



L'aviation sioniste mène des bombardements intenses et meurtriers chaque jour

L'Iran a dit considérer «l'affaire close» et mis en garde l'ennemi juré, contre tout «comportement imprudent» qui déclencherait une réaction «bien plus forte» de sa part. Dans ce contexte, le ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi a discuté au téléphone avec son homologue iranien, Hossein Amir-Abdollahian, a rapporté hier l'agence officielle *Chine nouvelle*, précisant que Téhéran avait exprimé sa «volonté de retenue» après son attaque du week-end. Il semblerait que l'Iran soit capable de bien gérer la situation et d'éviter à la région de connaître encore plus de troubles, tout en protégeant sa propre souveraineté et sa dignité», a estimé Wang, selon *Chine nouvelle*. Le patron de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, a indiqué que les inspecteurs de l'agence avaient été informés par les autorités iraniennes que les sites nucléaires iraniens inspectés quotidiennement avaient été «fermés»

dimanche pour des «raisons de sécurité». Nous allons reprendre nos inspections demain (hier)... ceci n'a eu aucun impact sur notre activité d'inspection», a dit lundi soir M. Grossi dont le mandat est d'éviter la prolifération, c'est-à-dire que davantage de pays se lancent dans des projets d'armement nucléaire.

Le cabinet de guerre sioniste présidé par Benjamin Netanyahu, sous très forte pression pour éviter une escalade, s'est réuni dimanche puis lundi, sans qu'une décision ne soit annoncée sur la forme que pourrait prendre une riposte. L'armée sioniste, qui a donné lundi le nom de «Iron Shield» (Bouclier de fer) à l'opération conjointe avec tous ses alliés contre les missiles iraniens, a diffusé une courte vidéo «montrant un cratère peu profond», dû à l'impact d'un projectile sur une base du sud du territoire dont Téhéran a annoncé une destruction consécutive. Outre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France

ont eux aussi pris leurs «distances». Le chef de la diplomatie britannique, David Cameron, a exclu une participation de son pays à une riposte et le président français Emmanuel Macron a appelé à éviter un «embrasement» régional. Depuis le début de l'agression fasciste à Ghaza, le 7 octobre, les tensions n'ont cessé de s'aggraver au Moyen-Orient. Celle-ci a fait jusqu'à présent 33.797 martyrs, en majorité des enfants et des femmes, dans le territoire palestinien, selon le ministère de la Santé. Lundi, aux Etats-Unis, des manifestants pro-palestiniens ont bloqué le Golden Gate Bridge, le pont emblématique de la ville de San Francisco, et déployé une banderole portant les mots: «Arrêtez le monde pour Ghaza». Cette manifestation fait partie d'une initiative internationale appelée «A15 Action», qui cherche à rassembler de nombreuses grandes villes dans le monde entier, «en solidarité avec la Palestine».

L'ONU EXIGE UN ARRÊT DES EXACTIONS EN CISJORDANIE OCCUPÉE

Les forces sionistes doivent cesser «leur soutien» aux violences criminelles des colons

Les forces sionistes doivent stopper «immédiatement leur participation active et leur soutien» aux attaques de colons contre des palestiniens en Cisjordanie occupée, a exigé hier le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Les autorités israéliennes doivent plutôt empêcher de nouvelles attaques, notamment en demandant des comptes aux responsables», a déclaré la porte-parole du Haut-Commissariat, Ravina Shamdasani, lors du briefing régulier de l'ONU à Genève. Les personnes soupçonnées d'actes criminels, notamment de meurtre ou d'autres homicides illégaux, doivent être traduites en justice dans le cadre d'une procédure judiciaire conforme aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, à la suite d'une enquête rapide, impartiale, indépendante, efficace et transparente», a encore déclaré le Haut-Commissariat. L'escalade dans les violences, ces derniers jours, en Cisjordanie est «un sujet de grave préoccupation», a insisté Mme Shamdasani. La mort, le week-end dernier, d'un adolescent israélien dans des circonstances inconnues en Cisjordanie occupée a provoqué d'importantes exactions. Quatre Palestiniens dont un enfant ont été tués et «des dizaines de blessés y compris par balle» lors des représailles menées par les colons et l'armée sioniste, a précisé le Haut-Commissariat.

Il évoque aussi des «centaines de maisons et de véhicules incendiés». Selon Mme Shamdasani, trois soldats israéliens ont également été blessés par des jets de pierres. Selon la porte-parole, «il a également été signalé que les colons ont établi au moins deux nouveaux avant-postes au cours des deux derniers jours dans la vallée de Jourdain et dans les collines du sud de Hébron, à proximité des communautés palestiniennes qui ont été attaquées à plusieurs reprises par les colons au cours des derniers mois». Ces communautés palestiniennes «courent un risque imminent d'être transférées de force de leurs maisons et leurs terres», a estimé Mme Shamdasani. En Cisjordanie, au moins 468 Palestiniens ont été tués par des militaires ou colons extrémistes juifs, massivement armés par le gouvernement Netanyahu, depuis le début de l'agression barbare sioniste contre Ghaza, le 7 octobre, selon l'Autorité palestinienne. Les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, où résident plus de 490.000 Israéliens, sont toutes illégales au regard du droit international.

PERSPECTIVE

■ CHAABANE BENSACI

«MAUVAIS POUR LES AFFAIRES», L'EMBRASEMENT MENACE LA RÉGION

Les pays du CGG affichent leur inquiétude

L'entité sioniste se vante d'avoir «intercepté, avec l'aide des Etats-Unis et d'autres pays alliés dont la France et le Royaume-Uni, mais aussi la Jordanie et l'Arabie saoudite», la quasi-totalité des 350 drones et missiles lancés par l'Iran contre son territoire. L'opération défensive a été baptisée «Bouclier de fer», une référence explicite au «Dôme de fer» censé parer aux attaques de la résistance palestinienne et dont l'opération «Tempête d'Al-Aqsa» a balayé la prétendue invulnérabilité. Netanyahu, a appelé sans rire, lundi, la «communauté internationale» dont il a sans doute, ignoré les invites à un cessez-le-feu et le passage d'une aide humanitaire accrue à Ghaza, à «rester unie» face à «l'agression ira-

nienne, qui menace, dit-il, la paix mondiale». Quant aux Etats du Golfe, ils se démènent pour empêcher un embrasement dont ils craignent à juste titre de faire les frais aussi bien dans le domaine sécuritaire qu'économique. Un conflit à grande échelle mettrait effectivement en péril leurs ambitieux projets de développement, menés tambour battant depuis près de deux décennies. Ils ont ainsi multiplié les concertations diplomatiques et militaires, ces derniers jours, évoquant le spectre d'une conflagration régionale aux conséquences imprévisibles, alors que l'agression barbare sioniste contre la population de Ghaza se poursuit, avec plus de 33 000 martyrs en majorité des enfants et des femmes. Le fait qu'ils se situent en première ligne d'un affrontement direct entre l'Iran et l'entité sioniste a de quoi donner des sueurs froides aux diri-

geants des six Etats dont la plupart accueillent, depuis de très nombreuses années, des bases et autres installations militaires américaines, sachant que les Etats-Unis sont le premier allié «inconditionnel» de l'entité sioniste.

En outre, les «poids lourds» du CCG que sont l'Arabie saoudite et les Emirats ont déjà été confrontés aux frappes des Houthis contre leurs installations pétrolières, du fait de leur rôle moteur dans la coalition intervenue au Yémen pendant des années, sans le moindre résultat.

Les Accords d'Abraham et la normalisation entre certains Etats du CCG et Israël, sous la férule de Washington, ont contribué à sceller une sorte de pacte entre les différentes parties, auquel cas il n'est pas exclu que l'Iran, prenant en considération les difficultés réelles d'atteindre l'entité sioniste par des frappes

balistiques, n'opte pour une solution autrement plus à sa portée. Dimanche, en conséquence, des discussions nourries ont mobilisé le président des Emirats qui a abordé ces questions avec l'émir du Qatar et les rois de Jordanie et du Bahrein alors que le prince héritier saoudien s'en est inquiété auprès du Premier ministre irakien.

Il convient, dans ce cadre, de noter que le Premier ministre du Qatar et le ministre saoudien des AE ont également débattu la question avec leur homologue iranien, pendant que le ministre saoudien de la Défense s'en inquiétait auprès de son homologue américain. Quant à l'émir du Qatar, Tamim ben Hamad Al-Thani, il a exhorté, lundi, le président iranien Ebrahim Raïssi à «éviter toutes les formes d'escalade et l'extension du conflit dans la région».. C.B.

BIBLIOTHÈQUE PERSONNELLE
DE CHEIKH ABDELHAMID BEN BADISElle sera remise
à Djamaâ El Djazaïr

La bibliothèque contient environ un millier d'ouvrages touchant diverses domaines du savoir.



La bibliothèque personnelle de Cheikh Abdelhamid Ben Badis, leader du progrès en Algérie sera remise à Djamaâ El Djazaïr à l'occasion de la célébration de «Yaoum El Ilm», coïncidant avec le 16 avril de chaque année, a indiqué lundi à Constantine le président de la Fondation Abdelhamid Ben Badis.

La bibliothèque contient environ un millier d'ouvrages touchant diverses domaines du savoir, dont entre autres, la civilisation islamique, les questions jurisprudentielles, le «tafsir», la littérature et la poésie, dont Cheikh Abdelhamid Ben Badis se servait lors de son parcours intellectuel et de réforme, a fait savoir M. Abdelaziz Filali qui a mis l'accent sur l'importance de l'initiative visant à préserver un pan de la mémoire de la Nation.

La collection de livres appartenant au précurseur

de la renaissance intellectuelle et réformiste en Algérie comprend des ouvrages précieux que l'Imam Ben Badis avait ramené d'Egypte, de Tunisie, d'El Hidjaz et d'ailleurs, a souligné M. Filali, rappelant l'embargo imposé, à l'époque, par le colonisateur français qui tentait de bannir l'identité nationale.

Ces livres avaient été collectés et déposés à la maison familiale par feu Abdelhak Ben Badis, frère du fondateur et premier président de l'Association des Oulémas musulmans algériens, a rappelé le même responsable.

La bibliothèque personnelle de Cheikh Ben Badis (1889-1940) sera installée dans le musée et la bibliothèque de Djamaâ El Djazaïr dans le cadre de cette initiative visant à consolider le rapport entre les générations montantes et leur patri-

moine national et historique, a souligné M. Filali. La remise de la bibliothèque personnelle de Cheikh Abdelhamid Ben Badis au profit de Djamaâ El Djazaïr devra avoir lieu à l'occasion de la célébration de «Yaoum El Ilm» au cours d'une cérémonie officielle, a fait savoir le même responsable.

Une partie de ces livres était rangée à la mosquée Sidi Lakhdar, où le leader du mouvement réformiste donnait des cours, alors qu'une autre partie se trouvait à la mosquée Sidi Kemmouche ou chez sa famille, a-t-on rappelé.

En avril 2022, le Musée national El Moudjahid avait reçu des effets personnels et des documents du Cheikh Abdelhamid Ben Badis dans le cadre de la sauvegarde de la Mémoire nationale et en commémoration de la disparition du leader du progrès en Algérie, a-t-on rappelé.



HARRY POTTER»

L'adaptation en série
lancée dès 2026

Annoncée il y a un an, l'adaptation en série de la saga Harry Potter aux univers Harry Potter a alimenté bien des rumeurs : de son casting à son pool de scénaristes en passant par son probable nombre de saisons, on a tout lu... et rien appris. Mais quelques infos officielles permettent enfin d'y voir un peu plus clair. Après avoir fait l'objet de huit adaptations cinématographiques, Harry Potter va donc – vraiment – devenir une série. C'est Max (anciennement HBO Max) qui a enfin officialisé la nouvelle de l'adaptation des ouvrages de J. K. Rowling en série, rapporte DeadLine. «Elle plongera au cœur de chacun des livres emblématiques que les fans continuent d'apprécier depuis toutes ces années», a déclaré Casey Bloys, président-directeur général de HBO & Max Content, assurant que le projet serait «une adaptation fidèle». L'intrigue s'intéressera donc au jeune Harry Potter, qui, suite à la visite d'un géant au cœur tendre, découvre qu'il est un sorcier. Il est aussi l'élu, le seul capable de détruire Voldemort. À ses côtés, ses amis Ron et Hermione l'aident à relever de nombreux défis. Chaque saison de la série se concentrera sur un livre de la saga Harry Potter – qui totalise sept romans – mais «le projet se déroulera sur dix années consécutives», a ajouté Bloys. Hmm... On n'est pas des génies des maths, mais cette déclaration paraît quand même paradoxale... Et si certains pensent qu'on arrive bien à dix en

ajoutant la série Les animaux fantastiques (dérivée de l'univers Harry Potter) aux romans d'origine, qu'ils se calment : la direction de Warner Bros. a assuré qu'il n'en était pas question. Outre J. K. Rowling, qui tient à «superviser» tous les projets d'adaptation de son œuvre, les premières saisons seront coécrites par Kathleen Jordan (Teenage Bounty Hunters, The Decameron), Tom Moran (The Feed, The Devil's Hour) et Francesca Gardiner (Succession, The Man In The High Castle). Quels acteurs et actrices seront au casting ? C'est le point qui frustre, parce que... on n'en sait encore rien ! Toutefois, DeadLine affirme que certains des acteurs de l'adaptation cinématographique auraient «confié à demi-mot être prêts à «revenir» dans l'univers Harry Potter à l'occasion de la série. Pour autant, et sachant qu'Emma Watson, Daniel Radcliffe et Rupert Grint sont désormais des adultes, on peut raisonnablement supposer que de jeunes acteurs prendront le relais. Quand la série sera-t-elle diffusée ? On connaissait déjà la date – «courant 2026» – mais on ignore encore sur quelles plates-formes la première saison sera présentée.

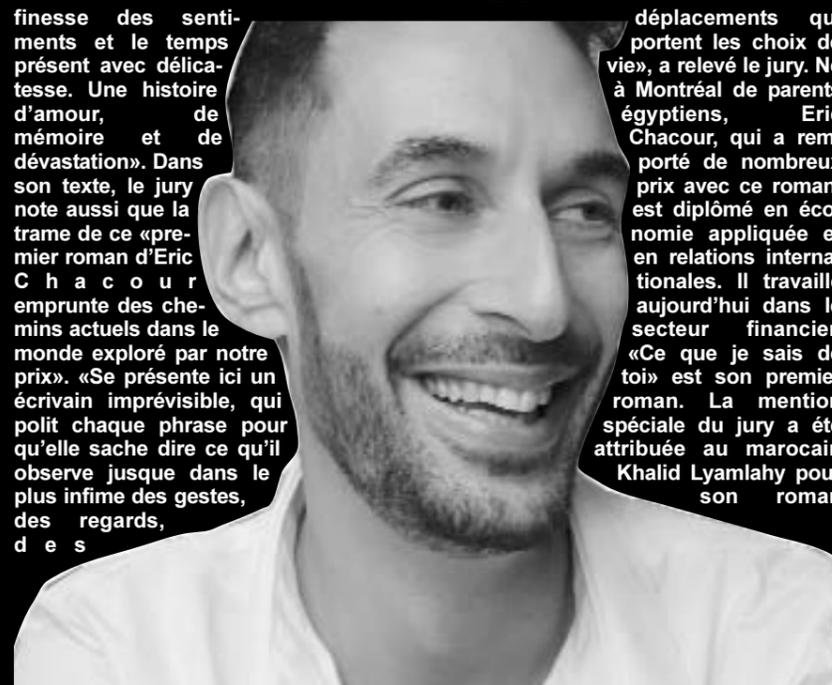
La logique voudrait que ce soit sur Max (anciennement HBO Max), qui devrait (enfin) être disponible, en France, à partir du 21 mai 2024.

Le public français devrait donc pouvoir découvrir cette nouvelle adaptation en même temps que les spectateurs américains.

PRIX DES 5 CONTINENTS DE LA FRANCOPHONIE 2024

Eric Chacour, un auteur égypto-canadien primé

L'écrivain québécois d'origine égyptienne, Eric Chacour a remporté, fin mars dernier, le Prix des 5 continents de la Francophonie 2024 avec son roman «Ce que je sais de toi» publié par les éditions «Alto (Canada-Québec) et Philippe Rey (France)». Créé en 2001 par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le Prix des 5 continents de la Francophonie récompense chaque année un texte de fiction narrative (roman, récit et recueil de nouvelles) original. Il met en lumière des talents littéraires reflétant «l'expression de la diversité culturelle et éditoriale en langue française sur les cinq continents», indiquent ses initiateurs. Les lauréat(e)s reçoivent un montant de 15 000 euros (5 000 euros pour la mention spéciale du jury) et bénéficient d'un accompagnement promotionnel pendant toute une année, l'OIF assurant leur participation à des rencontres littéraires, événements et salons internationaux. Le jury présidé par l'écrivaine Faouzia Zouari, également présidente du Parlement des écrivaines francophones salue «un classicisme qui raconte la



finesse des sentiments et le temps présent avec délicatesse. Une histoire d'amour, de mémoire et de dévastation». Dans son texte, le jury note aussi que la trame de ce «premier roman d'Eric Chacour emprunte des chemins actuels dans le monde exploré par notre prix». «Se présente ici un écrivain imprévisible, qui polit chaque phrase pour qu'elle sache dire ce qu'il observe jusque dans le plus infime des gestes, des regards,

des

déplacements qui portent les choix de vie», a relevé le jury. Né à Montréal de parents égyptiens, Eric Chacour, qui a remporté de nombreux prix avec ce roman, est diplômé en économie appliquée et en relations internationales. Il travaille aujourd'hui dans le secteur financier. «Ce que je sais de toi» est son premier roman. La mention spéciale du jury a été attribuée au marocain Khalid Lyamlahy pour son roman

«Evocation d'un mémorial à Venise» publié à «Présence africaine» (France, 2023). Le jury dit apprécier dans son œuvre une «enquête et introspection du narrateur à partir du destin tragique d'un exclu dans la ville du tourisme, du carnaval, de l'amour...».

«Le texte dépasse la spéculation et touche aux limites de l'humanité», souligne la note, saluant une «écriture poétique et envoûtante, témoignage percutant sur la migration douloureuse et le sort indigne des déplacés avec clarté de vue et questionnements profonds». Khalid Lyamlahy est un universitaire, écrivain et critique littéraire marocain vivant aux Etats-Unis. Avant «Evocation d'un mémorial à Venise», il a publié en 2017 «Un roman étranger» chez «Présence africaine».

Cette année, la 22e cérémonie de remise du Prix des 5 continents de la Francophonie a été célébrée hors les murs de l'Organisation internationale de la Francophonie, au Musée de l'Homme à Paris, en présence de la Secrétaire générale de la Francophonie, Louise Mushikiwabo.

IL DURERA DU 18 AVRIL AU 18 MAI LE MOIS DU PATRIMOINE SERA LANCÉ À BÉJAÏA

L'institut régional de musique fera l'objet d'une baptismation au nom de Djamel Allam, l'artiste prodige et multidisciplinaire de Yemma Gouraya



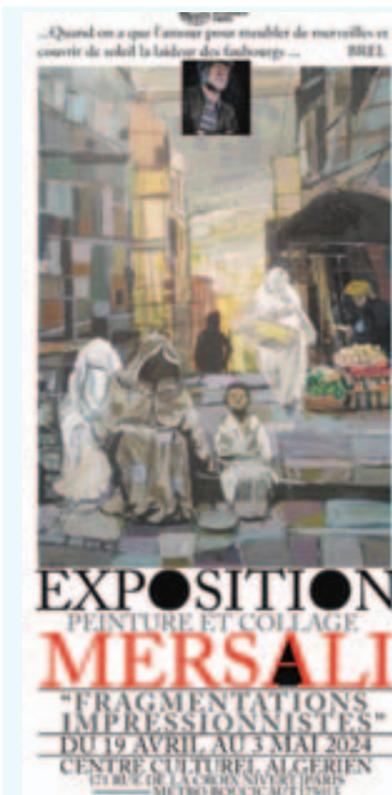
■ BOUALEM CHOUALI

Dans cette ville prestigieuse par le nombre de ses savants et l'âge d'or qu'elle a connu, sera lancé le Mois du patrimoine (18 avril au 18 mai). Soraya Mouloudji, ministre de la Culture et des Arts a choisi la ville de Yemma Gouraya où elle devrait présider à la bibliothèque de lecture publique la cérémonie officielle du lancement du Mois du patrimoine, et visiter des chantiers, inaugurer et baptiser des structures culturelles relevant de son secteur. Après ledit lancement, la ministre de la Culture se rendra sur le site historique de la Porte sarrazine qui est à plus de 90% de sa restauration, pour ensuite ouvrir officiellement à l'exploitation l'autre site historique, la mythique casbah de Béjaïa après sa restauration entière dont la mosquée se trouvant à l'intérieur cédée récemment au secteur des affaires religieuses. Lex-tribunal de Béjaïa, jouxtant justement le site de la casbah, affecté à la culture, transformé en institut régional de musique fera l'objet d'une baptismation au nom de Djamel Allam, l'artiste prodige et multidisciplinaire de Yemma Gouraya. Une baptismation à juste titre en somme. La ministre est aussi

attendu à la mythique cinémathèque de Béjaïa sise à la place du 1er Novembre (ex-place Gueydon) pour lancer officiellement les travaux de sa restauration. L'autre site au programme de la ministre est la porte de l'étendard (Bab El Fouka), dont les travaux de restauration sont à 55%, et le fort Bordj Moussa.

Le fort de Yemma Gouraya qui culmine à près de 700 mètres du niveau de la mer, entre dans la deuxième partie de la visite de la ministre et ce dans l'après-midi de ce jeudi. Un site entièrement restauré, que la ministre réouvrira officiellement aux visiteurs et touristes de Yemma Gouraya. Quant à la clôture de sa visite, la direction de la culture et des arts de Béjaïa a concocté un programme festif où il sera question d'honorer quelques artistes de Béjaïa œuvrant dans différents domaines : chant, musique, peinture, théâtre, cinéma... La cérémonie de clôture sera précédée par un passage coutumier et incontournable au conservatoire de musique andalouse, à l'association Ahabab Cheikh Sadek El Béjaoui. Une visite hautement symbolique pour la ministre de la Culture qui veut lancer le Mois du patrimoine à partir de la « ville des Lumières », la ville la plus culturelle de Yemma Gouraya.

B. C.



CENTRE CULTUREL
ALGÉRIEN

Otmane Mersali expose

«Fragmentations impressionnistes» est le titre d'une exposition composée de Peinture et collage de l'artiste Otmane Mersali. Elle se tiendra à partir du 19 avril au 3 mai 2024 au niveau du centre culturel algérien à Paris. L'œuvre picturale ne doit en aucun cas être une copie intégrale de la réalité mais une interprétation personnelle résultant des sentiments de l'artiste et de son savoir-faire. Suggérer les choses au lieu de les décrire, les sentir au lieu de seulement les voir, rendre visibles les choses senties, ne donner au public que l'essentiel pour lui permettre de tirer ses propres conclusions, le faire participer à l'élaboration de l'œuvre afin de lui laisser une part du rêve, de l'interrogation et de l'interprétation. (Otmane Mersali)..



INSTITUT FRANÇAIS D'ALGER Projection de «Nous» d'Alice Diop

L'institut français d'Alger, sis à 1 rue de Tripoli, Hussein Dey, (repère : Arrêt ruisseau tramway et métro), vous convie le lundi prochain, 22 Avril, à partir de 18:00 à la projection de film «Nous» de Alice Diop. (Entrée libre). «Au lendemain de la marche du 11 janvier 2015 qui avait réuni deux millions de personnes, suite aux attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher, le journal Libération, exalté, titrait ; «Nous sommes un peuple». Moi qui m'étais curieusement sentie seule dans cette foule, je me suis demandé quel était donc ce «peuple» dont le journal parlait ? Je crois que le désir de ce film part de cette question formulée dans ces circonstances funestes : qu'est-ce que ce «nous» ? J'ai suivi la ligne du RER B, extrêmement symbolique, qui traverse des lieux chargés d'histoire comme la basilique de Saint-

Denis où sont enterrés les rois de France ou le mémorial de la Shoah qui jouxte le camp de Drancy. Suivre cette ligne, animée par cette question, c'était donc traverser une histoire de France mais c'était aussi être attentive à des récits, des mémoires, des visages. Le film tente de dire que ce «nous» est autant une question qu'un doute, une affirmation ou un projet en construction. La chasse à courre, l'écrivain Pierre Bergounioux, les gens qui votent Front National, la banlieue des pavillons, celle des grands ensembles, mon père, les rois de France, les mecs de cité, les enfants sont intégrés sans hiérarchie à ce «nous» que je cherche. S'il y a bien des mondes qui vivent à la lisière les uns des autres, le film veut tisser un lien et un chemin entre ces îlots.» note la réalisatrice Alice Diop, plusieurs fois primée.

PALAIS DE LA CULTURE 6^{ème} édition Algé'Rire

Le plus grand festival d'humour en Algérie est de retour ! Algé'Rire, rendez-vous incontournable du stand-up depuis de nombreuses années revient pour une 6^{ème} édition du 30 avril au 04 mai prochains. Comme pour l'édition précédente, c'est le patio du Palais de la culture Moufdi Zakara à Alger qui accueillera les galas et autres spectacles du festival. Pour cette année, Broshing Events s'est fixé comme objectif de réunir un public encore plus nombreux dans une ambiance de rire et de partage.

Une brochette d'artistes d'exception

tion portera le projet à travers différents galas. C'est l'humoriste Farid Chamekh qui animera le grand gala d'ouverture qui aura lieu le 30 avril à partir de 20h30. La soirée réunira des stars montantes et des artistes confirmés des deux rives de la Méditerranée. Ainsi, le public pourra retrouver sur scène : Ilyes Djadel, Ayoub Marceau, Nash, Rey Mendes, Félix Dhjan, Mahé, Malik Belkhodja, Khalifa BMK, Kamel Abdat, Réda Seddiki, Sarah Linda, Malik Khalifa BMK, Kamel Abdat, Réda Seddiki et Sarah Linda. Pour assister au spectacle, deux catégories de billets sont disponibles selon l'emplacement. Le prix d'un billet standard est de 2500 Da et il faudra compter 3500 Da pour un billet premium.



Les unités de Gendarmerie nationale (GN) ont saisi durant l'année 2023, plus de 10 millions de comprimés psychotropes, 29 tonnes de kif traité et 58 kg de cocaïne, a indiqué lundi le bilan annuel des activités des services de la Gendarmerie nationale. Au cours d'une conférence de presse tenue au siège du commandement de la Gendarmerie nationale de Chéraga (Alger), le directeur de la sécurité publique, le colonel Lounis Mili a fait état de la saisie, en 2023, de 29,611 tonnes de kif traité, 58,622 kg de cocaïne, et 10 409 760 comprimés psychotropes, avec démantèlement de 89 réseaux de trafic de drogue (-18 comparé à 2022), 124 réseaux spécialisés dans le trafic de comprimés psychotropes (+45 par rapport à 2022).

PARACHÈVEMENT DU PROGRAMME DE L'AADL 2

Mokrani met la pression

LES SORTIES sur le terrain pour en finir avec les sites de l'Aadl 2 s'enchaînent.

■ MOHAMED AMROUNI

Les procédures préparatoires au lancement du projet « Aadl 3 » se poursuivent. Le règlement des problèmes de l'Aadl 2, en est une, notamment que les deux dates habituelles de livraison des logements avancent ; le 5 juillet et éventuellement le 1er novembre. Dans cette lancée Fouad Mokrani, directeur général de l'Agence de l'amélioration et du développement du logement (Aadl), a effectué une visite nocturne surprise sur plusieurs chantiers du programme Aadl2.

Sa visite l'a conduit sur le site de construction de 1500 Logements à Draria, dans la banlieue ouest d'Alger, ainsi que sur les sites de 1074 et 926 Logements à El Achour, à la banlieue sud-ouest d'Alger. Au cours de cette inspection effectuée, lundi soir, des lacunes ont été relevées par le DG de l'Aadl. Des insuffisances qui ne passeront pas inaperçues pour le responsable, selon un document rendu public par la cellule de communication de l'Aadl.

Son premier responsable a en effet « donné des instructions pour accélérer la cadence des travaux afin de livrer les projets dans les délais impartis ». Mokrani a été catégorique : « Tous les travaux, de l'intérieur comme de l'extérieur, doivent être réalisés dans les délais en respectant les



Des insuffisances ont été relevées sur certains sites

normes de qualité », souligne le même document. Le DG de l'Aadl a, à travers sa descente sur le terrain, tenu à joindre l'acte à la parole. Un peu plus tôt dans la journée, Mokrani avait regroupé son staff afin de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux des logements en location-vente en cours de construction dans différentes wilayas du pays. « Cette réunion a été l'occasion d'aborder le taux d'avancement des projets « Aadl » et les moyens idoines pour l'accélération de leur réalisation et du coup de leur achèvement pour qu'ils soient prêts pour le

grand processus de distribution prévu dans les prochaines étapes historiques », souligne un communiqué de presse sanctionnant le conclave important. Le directeur général n'a pas manqué l'occasion de donner des instructions fermes aux directeurs régionaux présents. Mokrani leur a exigé effet d'intensifier les visites sur le terrain, notamment les inspections nocturnes, pour vérifier le bon fonctionnement du système de rotation 3*8. Il s'agit de l'une des directives du premier responsable du secteur, Mohamed Tarek Belaribi sur laquelle il insiste et

veille personnellement à son application à chaque fois. Le ministre de l'Habitat ne manque pas l'occasion de le souligner que cela soit lors de ses réunions ou durant les différentes visites sur le terrain qu'il a effectuées pour inspecter les différents projets du secteur. Le DG de l'Aadl a également insisté sur la nécessité de mettre en place toutes les commodités garantissant le bien-être des citoyens bénéficiaires de logements, et ce avant la livraison. Mokrani a souligné qu'« il n'accepterait pas la remise de logements dont les travaux ne sont pas achevés et qui ne disposent pas des réseaux primaires et secondaires, en particulier du réseau de fibre optique ».

Le DG a par ailleurs mis l'accent sur la nécessité de lever toutes les réserves et la résolution des obstacles entravant la progression des travaux, ordonnant la nécessité de se concentrer sur la recherche de solutions et d'alternatives concrètes et immédiates, ainsi que la prévision de toute crise technique entravant le travail des chantiers. Cela avant de souligner l'importance de coordonner avec divers services (Sonelgaz, Algérie télécom, Algérienne des eaux, directions de l'urbanisme et de l'architecture, chefs de projet de l'agence Aadl, bureaux d'études et services de l'Agence nationale de contrôle technique de la construction). **M.A.**

L'EXPRESSION

RECRUTE

**SECRÉTAIRE
DE RÉDACTION**

**AGENT DE
MONTAGE PAO**

Se présenter au siège du journal, à la Maison de la presse de Kouba, à partir de 14h00

FORMATION DES CADRES

Goudjil salue la stratégie de l'ANP

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil a mis en avant, hier à Alger, la stratégie adoptée par l'Armée nationale populaire (ANP) en matière de formation, a indiqué un communiqué de la chambre haute du Parlement. « Sous la supervision de Salah Goudjil, président



du Conseil de la nation, et dans le cadre des Journées portes ouvertes organisées par le Conseil, un groupe d'étudiants stagiaires de l'École supérieure militaire d'information et de communication a effectué, mardi 16 avril, une visite guidée au siège du Conseil, a précisé le communiqué, ajoutant que « Salah Goudjil a salué les efforts considérables de l'ANP, digne héritière de l'Armée de Libération nationale (ALN), en termes de préservation de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale du pays ». Le président du Conseil a rappelé que « les vaillants moudjahidines ont adopté, après l'indépendance, l'appellation de « l'Armée nationale populaire », afin que cette armée reste toujours liée à la nation et au peuple et avec une symbolique qui la distingue des autres armées de par le monde ». Il a, également, salué la stratégie de formation adoptée par l'institution de l'ANP pour la préparation et la formation de cadres. Salah Goudjil a souligné « le rôle stratégique » des médias, notamment en temps de guerre. Au cours de cette visite, le groupe d'étudiants stagiaires de l'École supérieure militaire d'information et de communication a visité différents espaces et installations du Conseil, où il a reçu des explications détaillées sur l'histoire, la composante, les missions et le rôle de cette institution législative constitutionnelle.

VILLAGE LE PLUS PROPRE DE BÉJAÏA

Plus que trois concurrents à évaluer

LA COMMISSION d'évaluation rendra son verdict après la visite des trois sites restants.

■ AREZKI SLIMANI

Il ne reste plus que trois concurrents à évaluer avant le verdict final du concours du village le plus propre à Béjaïa, l'APW de Béjaïa, chargée d'évaluer les différents villages et quartiers participant à ce concours. Les visites d'évaluation seront effectuées au courant de cette semaine et les lauréats du concours du village le plus propre seront connus au courant de ce mois d'avril. Annoncé pour le mois précédent, le verdict de ce concours a été retardé notamment pour les conditions climatiques mais aussi la conjoncture ramadhaneuse. Placée sous le slogan « Pour une éco-citoyenneté participative », la nouvelle édition de ce concours est dédiée aux victimes des feux de forêt de juillet 2023, dont indemnisation s'est poursuivie avant-hier par l'octroi d'arbres fruitiers aux villageois de Timezrit touchés par les incendies. Depuis le 12 janvier dernier, les membres de la commission d'évaluation ont sillonné les villages et les quartiers qui se sont inscrits pour la course. Trente-neuf sites ont été déjà visités par le jury, qui a pris en compte dans le barème de notation plusieurs aspects liés à la préservation du patrimoine matériel, de la culture et des traditions ancestrales de la région » avons-nous appris. Il s'agit de noter « la décoration, le nettoyage, l'embellissement des routes, des places et des lieux en général, l'existence de jardins, puits, sources d'eau, l'entretien des anciennes maisons et des villages, leur restauration, etc. », avait déclaré le président de l'APW lors du lancement de cette nouvelle édition



Qui l'emportera ?

Pas moins de 42 villages et quartiers, relevant de 28 communes de la wilaya prennent part à cette « compétition », qui n'a de valeur que d'encourager les habitants des villages et quartiers à améliorer leur cadre de vie. Lors de la dernière édition 41 villages et quartiers ont participé à ce concours qui continue à faire des émules. Avec le retour du beau temps, la commission d'évaluation sera en principe au rendez-vous pour donner son verdict lors d'une cérémonie organisée habituellement à la salle des congrès de la wilaya. « Une prolongation a été décidée pour permettre à la commission d'achever ses travaux d'évaluation », avons-nous appris auprès de l'Assemblée populaire de wilaya.

Composée de 20 membres, dont 11 élus de l'APW, des universitaires, des cadres de l'administration et des mili-

tants du mouvement associatif, cette commission a travaillé d'arrache-pied pour être au rendez-vous, en prenant en compte les aspects liés à la sauvegarde du patrimoine matériel et l'aspect environnemental, tel qu'exigé par la thématique de l'édition. Huit participants seront primés avec comme pour les éditions précédentes, une coquette somme de 5 millions de dinars pour le premier lauréat. Pour rappel, la première édition a été remportée par le village Aguemoune Nath Amar de Taourit Ighil, dans la daïra d'Adekar.

En 2021, c'était le village Aourir Ath H'sseyen, dans la commune d'Akfadou, daïra de Chemini qui a décroché le premier PrixAA qui reviendra le premier prix de cette nouvelle édition? Nous le saurons bientôt.

A.S.